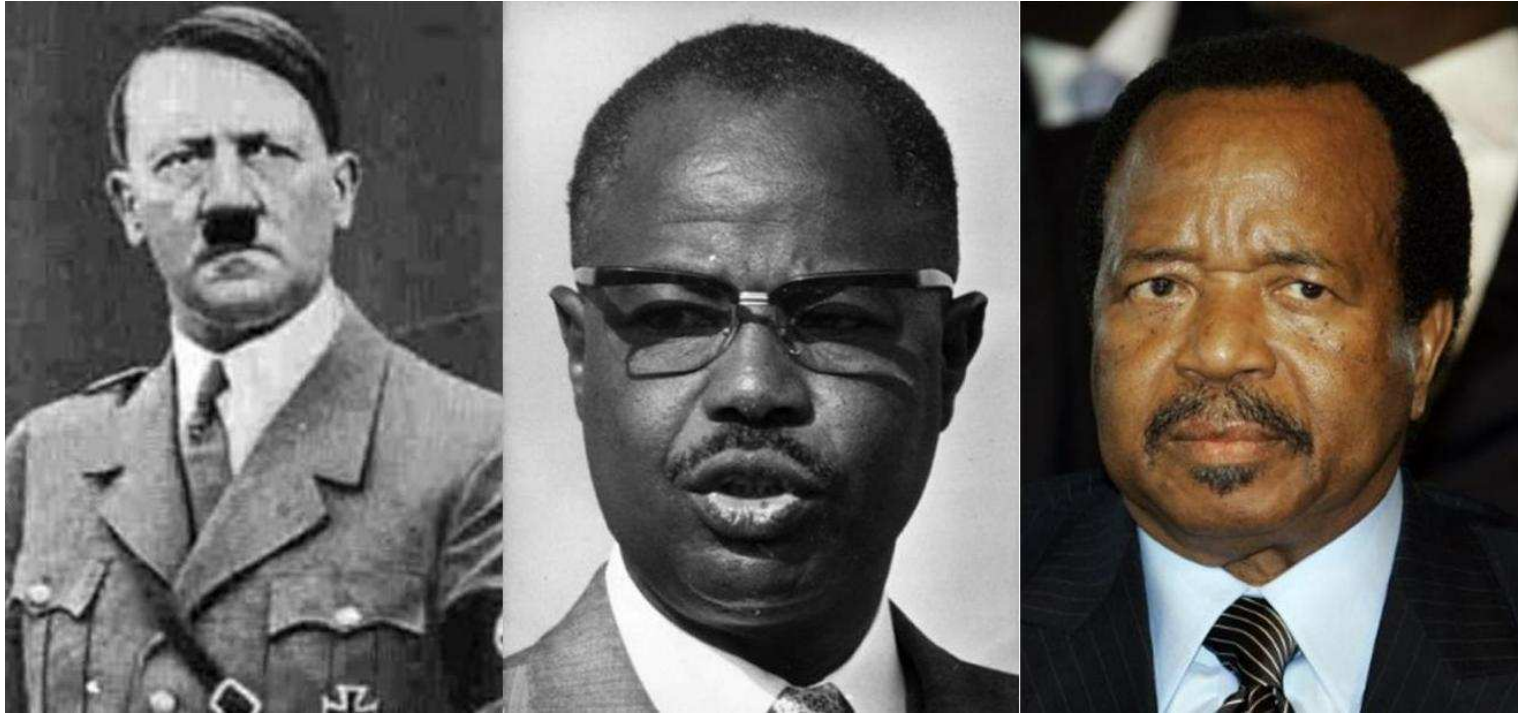


Alternative

révolutionnaire

Revue bimestrielle kamerunaise d'analyses politiques, économiques, sociales, et culturelles

No. 003 - JUILLET 2011



Notre dossier

Kamerun, Etat fascisant et nécessité d'un gouvernement de transition démocratique

Avec les contributions de

Jean-Emmanuel Mpouma - Umong à Tackes - Mani D. - Abanda Kpama
Guillaume-Henri Ngnepi - Faustin Cabral Bekolo - Ghonda Nounga



LITTÉRATURE

ADA BESSOMO, poète de la colère et de la dénonciation

[AVEC DES EXTRAITS DE SES OEUVRES]

Directeur de publication : GHONDA NOUNGA □ Rédacteur-en-chef : FAUSTIN CABRAL BEKOLO □ Email : alternative.revolutionnaire@gmail.com

Alternative révolutionnaire n'est organiquement liée à aucune association, ni à aucun parti ou syndicat. La revue se donne pour objectif d'accompagner, en servant de lieu d'élaboration théorique, tous ceux qui, organisations ou individus, souhaitent œuvrer à l'abolition du néocolonialisme et de l'impérialisme au Kamerun et en Afrique. Elle s'en remet uniquement à son conseil scientifique et politique pour le choix et l'acceptation des articles qu'elle publie.

MESSAGE

Nous sommes toujours là ...

Faustin Cabral Bekolo

Entre le dernier numéro de notre revue et celui qu'il a devant les yeux, notre lecteur aura attendu quatre longs mois. Il se sera peut-être dit que la « fameuse revue politique kamerunaise de gauche », qui a fait une entrée quelque peu tonitruante dans le paysage quasi-momifié des idées dans notre pays, a vécu l'existence éphémère et fragile d'une rose.

Mais nous sommes toujours présents.

Et la longue absence de la revue se justifiait par plusieurs facteurs.

Tout d'abord, nous avons créé un blog que nous consacrons à l'élaboration « semi-théorique » (excusez du peu !) des événements de la vie politique, sociale et culturelle de notre pays, de l'Afrique et du reste du monde. Sur le blog, vous trouverez par exemple la position d'Alternative révolutionnaire sur divers problèmes actuels tels que la situation en Côte d'Ivoire ou en Lybie, ou l'agitation de plus en plus fébrile des hiérarques du régime de M. Biya.

Avec l'existence de ce nouvel outil de « guérilla idéologique », et pour ne pas faire double emploi, la revue

bimestrielle devait nécessairement modifier son angle de prise sur le réel concret, et son contenu. Comme vous pourrez le constater dès le présent numéro, elle comportera essentiellement des dossiers sur divers aspects de la vie nationale, panafricaine et internationale, en vue d'éclairer l'opinion générale sur les principaux enjeux qui agitent la société, et pour susciter des débats plus profonds que ceux auxquels s'est habitué notre frivole pays.

Nous sommes toujours présents.

Et nous le serons davantage avec la création, bientôt, de notre page Facebook et de nos comptes Flickr et Youtube.

La longue absence de la revue Alternative révolutionnaire se justifiait également par un autre facteur moins « glorieux ». Nous encourageons très peu de frais dans la production de la revue, et l'argent n'est pas pour nous une préoccupation. Mais nous devons l'avouer ici : nous ne sommes pas assez nombreux, et pas toujours assez disponibles pour porter à pleines mains notre projet ambitieux de guérilla systématique contre cette pensée dominante qui putréfie la vie dans notre pays (et dans notre continent). Nos contributeurs se comp-

tent sur les doigts d'une main. Et pourtant, qu'est-ce qu'ils sont nombreux, nos compatriotes kamerunais et africains qui pourraient se joindre à nous pour défricher ce que nous considérons être les voies de l'avenir !

Aussi sollicitons-nous d'eux (d'elles), ardemment, qu'ils (elles) prennent contact avec nous pour manifester leur disponibilité et spécifier les domaines dans lesquels ils (elles) pourraient être utiles. Notre base de données des contributeurs s'en trouvera grandement enrichie, et Alternative révolutionnaire assoira définitivement sa pérennité.

Notre adresse est connue [alternative.revolutionnaire@gmail.com] et vos emails sont attendus ... pour qu'ensemble, nous continuions à être là.

Alternative révolutionnaire remercie ceux de ses lecteurs qui lui ont écrit pour l'encourager et lui ont fait des suggestions. Nous remercions également ceux qui nous ont écrit pour ... dénoncer notre « passéisme idéologique et notre dangerosité pour la paix sociale ». Somme toute, même violemment exprimée, leur opposition est pour nous d'un grand apport, parce qu'elle contribue à l'affinement de nos idées.

Au sommaire de ce numéro

• Editorial : Etat fascisant et transition démocratique : les réalités incontournables	Ghonda Nounga	3
• Sur la fascisation : éléments de la problématique socio-historique actuelle	Guillaume-Henri Ngnépi	5
• Le sabre contre l'esprit ou pourquoi le pouvoir d'Etat persécute certains intellectuels	Guillaume-Henri Ngnépi	9
• Situation nationale, élections et perspectives politiques dans le Cameroun de Paul Biya	Mani Démosthène	12
• RDPC, le monstre en bout de course	Faustin Cabral Bekolo	14
• Le SDF et le changement : une mission impossible	Jean-Emmanuel Mpouma	17
• Nécessité, fondements et modalités d'un gouvernement de transition démocratique	Abanda Kpama	20
• Légalité constitutionnelle et légitimité d'un gouvernement de transition démocratique après M. Paul Biya	Umong à Tackes	22
• Pour conclure : Le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté	Ghonda Nounga	23
• Ada Bessomo, poète de la colère et de la dénonciation		24

EDITORIAL

Etat fascisant et transition démocratique : les réalités incontournables

Ghonda Nounga

Depuis quelques mois déjà, la multitude des dirigeants des nombreux petits partis « d'opposition » dont la verve s'illustre davantage sur les radios privées que sur le terrain concret de la mobilisation et de l'organisation des masses affirme, programmes politiques sous le bras, qu'elle en découdra bientôt avec Paul Biya et qu'on va voir ce qu'on va voir.

Le citoyen inquiet des nuages qui, plus sombres et nombreux que jamais, s'amoncellent au-dessus de sa tête et dans le ciel de notre pays, rirait bien de ces fanfaronnades enflées. Il hésite, en tout bon sens, à accompagner dans leur délire ces politiciens tombés des cieux débridés de l'illusion métaphysique, qui nous promettent le lait et le miel après le « règne » de Paul Biya. Il sait que la perspective d'un après-Biya, quelle qu'en soit la nature, n'est pas inquiétante seulement pour les caciques du régime de ce dictateur fascisant, mais également pour le peuple kamerunais. Car, le Renouveau de Paul Biya (stade suprême du néocolonialisme français au Kamerun) s'avère être devenu un facteur de blocage total du pays, malgré ses péroraisons mille fois ânonnées sur la rigueur et la moralisation. Au point qu'il est désormais courant d'entendre dire : « après Biya, c'est le chaos. » Quoi qu'il en soit, l'après-Biya sera un labeur compliqué pour ceux à qui incombera la tâche de s'y atteler. Car, comment passe-t-on de la syphilis débiliteuse à la santé du sportif sans une forme quelconque de convalescence ?

Mais qu'est-ce qui explique que notre pays soit désormais ce saltimbanque dansant inconsciemment sur un fil menu au-dessus d'un gouffre ? La faute en revient-elle, en dernière instance, à M. Biya dont la répudiation dans le cadre d'un tonitruant « Biya must go » électoral ou insurrectionnel signifierait la li-



berté ?

Les dirigeants de partis qui prétendent avoir dans leurs « programmes » tout l'arsenal nécessaire pour changer le Kamerun en un tournemain doivent être pris pour des feymen politiques et traités comme tels par nos concitoyens ! Encore qu'en général, leurs douteux « programmes » ne consistent qu'en un catalogue larmoyant des crimes et manquements de M. Biya et de son entourage, auxquels on adjoint quelques admonestations moralisantes !

Pour changer le Kamerun (comme pour changer tout autre pays), il faut d'abord le comprendre – cela va de soi pour toute personne sensée. Or, qu'est-ce donc que le Kamerun ? Qu'est-ce qui, par-delà les causes apparentes et accidentelles de notre drame, explique et justifie historiquement la situation actuelle de notre peuple ? Comme l'écrit Hegel quelque part, la nécessité s'exprime à travers l'accident. Paul Biya n'est-il pas tout simplement un autre accident (après André-Marie Mbida et Ahmadou Ahidjo) à travers lequel la « nécessité historique » du néocolonialisme s'est exprimée chez nous, comme elle a usé des Houphouët, et des Bongo pour s'exprimer dans d'autres pays africains ? Trêve donc des « Biya must go » et des flatulences ego-messiani-

ques de nos prétendus « leaders ».

Le néocolonialisme est un « système », c'est-à-dire le produit d'une transcendance des éléments humains et matériels qui le composent. Le seul verbe et les seules volontés moralisatrices des « chefs » (même quand ils s'appellent Ndam Njoya et font dans le commerce de détail de « l'éthique ») ne suffiront pas pour le détrôner. Et c'est pour cela qu'il est indispensable, pour connaître et comprendre le Kamerun, de commencer pas examiner « l'Etat », appareil nodal dont ce système tient sa vie et sa pérennité.

QU'EST-CE QUE L'ETAT EN GÉNÉRAL ?

De manière générale, il faut comprendre l'Etat comme un appareil de coercition entre les mains d'une classe sociale, d'une fraction de classe, ou d'une alliance de classes, pour maintenir sa (ou leur) domination et son (ou leur) hégémonie sur le reste des hommes de la société. Contrairement donc à ce que dit mon ami Hubert Mono Ndjana, l'Etat, ce n'est pas moi, ce n'est pas Monsieur tout le monde. Et pour ne pas faire inutilement dans la théorie, tournons-nous vers des faits concrets : quand, vers la fin des années de braises et de villes mortes (1996), Paul Biya décrète qu'il faut renforcer « l'autorité de l'Etat », que voyons-nous ? Une augmentation du nombre d'écoles et de dispensaires dans les villages ? Un accroissement du nombre de puits d'eau dans l'Extrême Nord en voie de désertification ? Que non ! Nous voyons la police se doter de nouveaux véhicules et de nouvelles armes achetées, entre autres, auprès de la Chine « communiste », pour davantage et mieux nous opprimer.

Il ne faut donc pas confondre l'administration, qui gère les biens (écoles, dispensaires, routes, etc.), avec l'Etat, donc le seul rôle est le « con-

trôle” des hommes. Expliquons-nous davantage par un ou deux exemples : le Canon de Yaoundé dispose d’une administration pour la gestion des primes de matchs, de ses ballons, de ses locaux, de ses survêtements et bien d’autres choses. Il ne peut punir un joueur qu’en l’excluant de l’équipe (ce qui ne tuera certainement pas le joueur). Autre exemple plus illustratif : l’église catholique qui est au Kamerun dispose d’une administration titanesque qui gère des écoles, des hôpitaux, des entreprises, des paroisses, etc. Mais elle ne dispose pas de prisons, par exemple, et ne peut recourir, pour punir les pécheurs, qu’aux sermons et aux excommunications, qui n’ont jamais tué personne. Pour réprimer les cas de vol dans ses entreprises, elle est obligée de recourir au bras séculier de l’Etat laïque, ce qui prouve, encore mieux qu’une élaboration théorique, qu’elle ne dispose pas elle-même d’un appareil d’Etat.

Mais, bien que la distinction entre l’Etat et l’administration soit claire au niveau théorique, la confusion, au niveau des faits, tient de ce que, dans tous les pays du monde, l’Etat s’assujettit l’administration des biens pour contrôler davantage les citoyens au bénéfice des classes dominantes, assurant ainsi une répartition inégalitaire de la richesse produite par la communauté nationale.

LA NATURE DE L’ETAT NÉOCOLONIAL AU KAMERUN

Pour que la démocratie formelle (c’est-à-dire à dire de type bourgeois, par opposition à la démocratie socialiste) soit possible et pérenne dans quelque pays que ce soit, il faut qu’au moins les trois conditions suivantes soient réunies: 1) il faut qu’existe une bourgeoisie hégémonique au plan économique sur le territoire national ; 2) il faut que cette bourgeoisie soit également hégémonique au plan politique ; 3) et enfin, il faut qu’elle soit hégémonique aux plans intellectuel et idéologique.

Quand ces trois conditions sont réunies, la bourgeoisie peut faire le

« nyanga » et se permettre d’organiser des élections libres, convaincue que le changement de personnel politique résultant des élections n’entamera en rien son hégémonie globale. Aux Etats-Unis par exemple, nous sommes dans une situation de parti unique de fait, où les démocrates et les républicains ne sont que les deux facettes d’une même pièce, et servent avec un égal bonheur les intérêts des multinationales états-uniennes. La démocratie bourgeoise peut y fonctionner plus ou moins sans accrocs, et l’avènement à la présidence du Nègre Barack Obama n’était un événement exceptionnel qu’en apparence, comme les Africains naïfs commencent à s’en apercevoir.

En général, dans les systèmes bourgeois du centre (par opposition à la périphérie), dès que l’une ou l’autre des conditions ci-dessus cesse d’être remplie, la tendance de la bourgeoisie est à la fascisation et à la suppression brutale des forces sociales susceptibles de remettre en cause son hégémonie. En témoignent, en Allemagne au début des années 1920, la terrible répression des Spartakistes (avec pour chefs Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht) et l’irrésistible ascension du nazisme vers le pouvoir.

Or donc, quel est le statut des classes dominantes au Kamerun, au regard de ces trois critères ?

Les classes dominantes kamerunaises n’ont pas l’hégémonie de l’économie nationale.

Le rôle presque exclusif de la frange bureaucratique de cette bourgeoisie (celle des Paul Biya), est de protéger les investissements étrangers (français essentiellement) et de veiller à l’exploitation la plus profitable possible des masses laborieuses au Kamerun. En un mot, la bourgeoisie bureaucratique, qui sert l’Etat, est le garde-chiourme des coffres forts de la France et des autres pays impérialistes dans notre pays. Mon lecteur pense-t-il que j’exagère ? Qu’il s’en réfère à l’aplatissement éhonté de la branche judiciaire de l’Etat kamerunais devant les intérêts des multinationales de la banane dans le cadre des affaires Paul-Eric Kingué et Lapiro de Mbanga ! Qu’il essaie de s’expliquer pourquoi un sous-préfet du lointain

Yaoundé, sous prétexte d’absence d’autorisation, interdirait la projection du film La banane de Frank Bieleu, qui montre l’incroyable degré d’exploitation des travailleurs à Njombe-Penja, et dont se saisirait comme prétexte la moindre autorité patriotique pour tenter un procès en bonne et due forme aux négriers de la banane.

Quant à la bourgeoisie d’affaires - celle des Fotso Victor (essentiellement comprador - parce qu’elle “buy à Mbeng pour venir tum au Kamer” – comme disent les jeunes du Manidem), elle est totalement assujettie à la bourgeoisie bureaucratique des Paul Biya dont elle n’échappe pas aux foudres en matière de procédures et d’imposition. Elle ne peut donc en aucune façon se comporter de telle manière que l’hégémonie de l’économie nationale revienne à des forces nationales, y compris elle-même.

Les classes dominantes sont hégémoniques au plan politique, mais uniquement parce qu’elles usent d’artifices invouables pour se maintenir dans leur position dominante. C’est ainsi que la moindre réunion ou manifestation de l’opposition est interdite sous prétexte de trouble possible à l’ordre public. Même les militants du RDPC, le parti censé être au pouvoir, sont tenus au strict respect du statu quo, sauf quand ils ont annoncé urbi et orbi qu’ils vont chanter les louanges de M. Biya. Charles Ateba Eyéné, militant anticonformiste de ce parti, ne s’est-il pas vu interdire la cérémonie de dédicace de l’un de ses livres qui contenait une minuscule dose de poil à gratter ? L’hégémonie des classes dirigeantes au Kamerun se fonde également sur des fraudes électorales massives et sur l’achat des consciences. Tout ceci se traduit par une immobilisation presque totale de la vie politique et de la circulation des idées dans le pays. En un mot comme en mille, le Kamerun est, à l’heure actuelle, un pays bloqué, comme le montre Abanda Kpama dans un article à paraître dans le prochain numéro de la revue Alternative révolutionnaire. Et le Renouveau de M. Biya s’avère en définitive être le stade ultime du néocolonialisme au Kamerun.

Après lui, ce sera la liberté ou le chaos !

Quant à l'éventuelle hégémonie intellectuelle et idéologique de classes dominantes sous le Renouveau, disons tout simplement qu'après l'épuisement de la négritude (qui a longtemps servi de cache-sexe, sous diverses formes, à des élucubrations incongrues produites par la petite-bourgeoise intellectuelle pour le compte de la grande bourgeoisie), les classes dirigeantes en sont réduites à utiliser des artifices tels que le culte de Paul Biya et la dissémination farouche du tribalisme par le truchement des élites de tel ou tel coin de notre pays.

Il faut donc le dire sans ambages: le pouvoir bourgeois kamerunais est fascisant dès sa naissance, et donc par essence ! La tâche des patriotes kamerunais n'est pas d'essayer d'amender ce système caduc et moribond (comme se l'imaginent certains politiciens réformistes, y compris au SDF), mais de le briser, pour lui substituer une démocratie fondée sur la volonté explicitement énoncée, en permanence, et sur les besoins des travailleurs ruraux et

urbains et instaurer un régime nouveau pour un Kamerun nouveau.

LA QUADRATURE DU CERCLE

D'une part, le régime néocolonial est à bout de souffle économiquement, socialement, politiquement et culturellement comme nous l'avons montré ci-dessus. Son incapacité chronique à produire le moindre progrès et la moindre amélioration du quotidien de nos populations en fait un monstre qui ne devrait plus pouvoir survivre qu'en devenant de plus en plus violent chaque jour, et en déclenchant ainsi l'étincelle qui mettra le feu aux poudres. Et les populations, qui le vomissent chaque jour davantage, semblent s'être détournées du tribalisme dont le régime de Paul Biya a tenté de se servir comme « arme de destructions massive » pendant les années de braises (1990-1995) et même récemment en février 2008.

D'autre part, les populations kamerunaises manifestent un désintérêt presque total pour la classe politique nationale. Ceci n'augure rien de bon et nos compatriotes

pourraient bien se retrouver livrés pieds et poings liés au premier démagogue qui saurait les convaincre qu'il est le messie envoyé par les dieux. Cela s'est vu ailleurs, et davantage de fois qu'on ne pourrait le penser.

En toute responsabilité patriotique, l'ensemble des contributeurs du présent numéro de votre revue proposent la solution d'un gouvernement de transition démocratique comme alternative au chaos qui s'annonce. Etant entendu, cela va de soi, qu'aucune transition démocratique au Kamerun n'aura de sens si elle n'implique profondément les masses populaires dans la vie politique, et si elle se contente de poursuivre la pratique habituelle d'exclusion de ces masses au profit des prétendues élites ethniques et régionales de notre pays.

Pour résumer la position d'Alternative révolutionnaire, disons sans ambages qu'un gouvernement de transition qui poursuivrait la politique d'étouffement des luttes sociales dans notre pays devra être tout aussi résolument combattu.

L'ÉTAT FASCISANT

Sur la fascisation : éléments de la problématique socio-historique actuelle

Guillaume-Henri Ngnépi

[Note de la rédaction : Ceci est un extrait d'un texte plus long et plus complet que nous ne pouvions malheureusement reproduire intégralement ici, faute d'espace. Nous espérons pouvoir vous le donner à lire dans son entièreté bientôt.]

On s'interroge de plus en plus sur les causes de ce qu'on convient de nommer une impasse. Un réflexe courant consiste à en imputer la responsabilité aux « leaders » politiques de l'opposition, et accessoirement à l'absence, croit-on, de contenu politique mobilisateur des luttes de masse : ces luttes connaîtraient une décrue du fait de la carence des chefs qui n'auraient pas su ou pu leur imprimer une dimension politique véritable, de



nature à entretenir leur entrain, propre à les tonifier, vivifier.

C'est mal aborder une question pré-

gnante. Le fond du débat n'est pas de trouver des « coupables », des « responsables » : ce serait, en pure perte, raisonner par imputation, dans le style : « C'est la faute à X, Y, Z, etc ». Ce qui supposerait que la relance de la lutte ne pourrait se faire qu'à condition de substituer à X, Y, ou Z d'autres chefs, supposés idoines, mieux disposés ou préparés à générer une nouvelle dynamique propre, éventuellement, à conduire au succès.

Ainsi, à une question d'inertie, certes relative, mais dont l'ampleur et l'incidence portent à croire qu'elle débord, dans ses origines, les personnalités spécifiques des militants et dirigeants des luttes en cours, on apporte une réponse qui, dans sa mise en œuvre, ne peut être que de transfert, de déplacement de personnes : à X, Y, Z, substituez A, B, C, et tutti quanti,

ainsi de suite, jusqu'à ce qu'enfin tout aille pour le mieux.

En vérité, les choses sont moins simples, plus complexes. Bien au-delà d'une triviale carence dite de « leadership », la question dite de l'impasse enveloppe celles plus aiguës de : a) la dérive tendancielle anémique des luttes actuelles ; plus exactement, leur morcellement tendanciel. b) l'émergence de la conscience politique, notamment de classe. Autrement dit, que les gens, admettons, ne se battent plus, ou plutôt, qu'ils se battent différemment, ou même, admettons encore, moins qu'auparavant, cela ne saurait s'expliquer simplement du fait qu'ils auront été floués, dupés, déçus, et l'auront ainsi été du seul fait des X, Y, ou Z.

Il en va de la sorte parce que jamais personne n'engage sa responsabilité individuelle, ne prend de risque dans une action du type des luttes âpres qui se déroulent au plan socio historique, simplement pour avoir répondu à l'appel d'un chef. Il faut rendre raison de l'attitude qui consiste à obtempérer à un appel. Car enfin, à tout appel, on peut répondre soit par l'affirmative, soit par la négative, la question étant : mais pourquoi par l'une et non l'autre conduite ? Et là, il ne suffit plus de dire : parce que c'est un appel venu de X, Y, ou Z.

RESSORT DES CONDUITES ET UNIFICATION DES LUTTES

Il y a en effet un ressort profond des conduites humaines, y compris des conduites politiques, demeuré inaperçu : les gens ne bougent que si dans l'appel qu'on leur adresse, ils perçoivent, à tort ou à juste titre, ce n'est pas notre propos actuel, l'expression d'eux-mêmes, de leurs désirs, besoins, aspirations profondes, intérêts, espoirs, etc. Cela admis, l'on ne peut que renoncer, au profit d'une réflexion plus exigeante, à examiner les processus sociaux tel un magistrat pour qui il importe de tenir un « coupable ».

La première grande question est déjà de savoir si, et dans l'affirmative, à quelles conditions il est possible, partant de l'actuel état de dispersion, d'anomie même des luttes, de les fédérer, unifier en un bouquet unique quoique diversifié, capable, seul, de produire de l'efficacité pratique. Cette

question est d'ordre stratégique. Elle se justifie du fait qu'aucune lutte singulière, depuis des lustres, n'a produit tous les effets positifs qu'on était en droit d'en escompter. A preuve : où en sont les avocats avec la tentative de fabriquer des barreaux au pas ? Où en sont les enseignants avec la question de leur projet de statut tenant compte, entre autres, du profil de carrière ? Les journalistes qui redoutaient déjà, avant ses assises, que leurs états généraux ne se révèlent, après coup, bidon ? Où en sont les transporteurs toujours aussi vulnérables à la hausse du carburant et aux tracasseries policières à incidence pécuniaire ? Les compressés ? Les diplômés sans emploi ni ressource d'aucune sorte, exception faite de l'actuel projet d'en recruter, chiffre dérisoire, vingt-cinq mille ? Les travailleurs au revenu modique immuable que pulvérisent des charges dirimantes toujours croissantes et disproportionnées ? Les partis politiques eux-mêmes, interdits de toute réunion, y compris les réunions privées, au mépris de toute loi ?

Il y a de la sorte une atomisation tendancielle, malgré, disons-le nettement, les efforts réels et efficaces parfois accomplis pour la contrer, des luttes multiples et diverses, atomisation du fait de laquelle chaque lutte qui éclot tient la scène, accapare l'attention, les énergies puis retombe et fait place à une autre qui suit, pour l'essentiel, un identique itinéraire. Il faut, à l'évidence, rompre ce cycle infernal. Comment ?

En unifiant ou en fédérant les luttes multiples et diverses de sorte que ce qui arrive ici, ne soit pas perçu là-bas comme l'affaire des autres puisqu'on ne s'en voit pas concerné ! De sorte aussi que les luttes respectives, si possible, éclosent de façon concertée, préparée, coordonnée, organisée en somme. De sorte enfin qu'elles visent, chacune, au-delà de leur fin spécifique, nécessairement limitée, une fin ultime plus vaste, plus générale dont il faut dire qu'elle est, tout compte fait, la transformation profonde de quatre choses, à tout le moins, l'Etat, le Pouvoir, la Société et, en son sein, l'Homme au sens générique du terme, l'homme saisi dans son rapport à lui-même, autant qu'à ses semblables et à la nature.

ETAT

D'abord l'Etat. Il est, un peu partout en Afrique, dit « fort », mais pas envers et contre l'extérieur, l'ancien ni le nouveau colonialisme : envers et contre l'intérieur seulement, principalement les forces de contestation, de transcendance et, non pas d'alternance, mais d'alternatives, en tant qu'elles sont organisées et, en conséquence, susceptibles d'efficacité justement. Là, il est même fascisant. De sorte que dans nos pays, quand on parle de libéralisme en prenant pour référence l'Europe occidentale, le Canada et les USA, on évoque simplement une absence. L'Etat « fort » africain a été justifié par trois impératifs : l'unité nationale comprise comme cohésion forcenée autour d'un « leader » omnipotent, autocrate, despote, obscurantiste ; la stabilité politique perçue comme extinction de toute prise de position contradictoire, fût-elle judiciaire et ordonnée au bien public compris comme défense des intérêts fondamentaux du plus grand nombre des « citoyens » - en fait, des sujets sous les régimes fascistes ; enfin le développement saisi comme croissance ordonnée au bien-être d'une minorité bourgeoise dominante, mais pas hégémonique, en l'absence d'une vision du monde imprimant aux croyances et aspirations fondamentales du commun des « concitoyens » la marque bienfaisante de son influence politico idéologique, culturelle, morale voire spirituelle.

DÉMOCRATIE

Cette carence de la classe dominante bourgeoise en matière d'hégémonie porte à conséquence : faute de pouvoir convaincre les esprits, séduire les cœurs, fasciner les imaginations, peupler les rêves du tout-venant, il ne reste plus qu'à endoctriner ici, brutaliser là-bas, violer, vaincre les consciences et violenter les corps partout, transformant de la sorte les pays en de vastes cimetières de talents et de génies. Moyennant quoi, les masses populaires ont eu droit aux divisions provoquées, entretenues, envenimées, aux coups d'Etat plus misonéistes et conservateurs les uns que les autres, à l'aggravation de la pauvreté - manque de ce que possède l'autre -, et même de la misère - absence du strict nécessaire. Ainsi l'Etat « fort » africain n'a-t-il pu générer l'accumulation interne, ni

assurer la sécurité, garantir la liberté et le bien-être des peuples. Lutter pour le transformer et en faire un Etat démocratique suppose qu'on commence par savoir ce qu'on entend par démocratie ; est-ce, comme d'aucuns l'ont prétendu, la rotation ethnique du pouvoir passant des mains d'une tribu à celles d'une autre, tour à tour ? Ou comme certains se l'imaginent la répartition ethnique des pouvoirs, chaque ethnie, chaque tribu, chaque clan devant en détenir « sa » parcelle ? Mine de rien, certains piétinements de nos luttes pratiques, certaines régressions mêmes, naissent de ces confusions théoriques écloses dans l'esprit de gens réputés clairvoyants, puis répandues et entretenues dans le cœur de ceux dont les luttes n'ont, à dire vrai, que faire, la démocratie désignant simplement le rapport entre Pouvoir, Droit et Force, rapport tel que si elle n'existe qu'une fois le Pouvoir fondé sur le Droit et non pas sur la Force, il faut encore que ce Droit exprime les intérêts et les aspirations d'une majorité non pas d'ethnie ou de tribu, mais d'opinion, de projet, de programme, d'idées en somme, et que, néanmoins, la minorité semblablement déterminée jouissent de la possibilité effective de se mobiliser, s'organiser, fonctionner, de sorte à pouvoir, le cas échéant, devenir la majorité du lendemain, en faisant valoir une ou plus d'une alternative de son cru, la force ne servant, dès lors, qu'à consacrer et défendre le rapport ainsi instauré entre le Droit et le Pouvoir.

POUVOIR

Il faut ensuite transformer non pas le régime seulement, mais le Pouvoir fondamentalement. Ce qui suppose qu'au-delà de sa signification linguistique, on en connaisse l'essence, la nature dans nos pays. Le pouvoir consiste à obtenir de l'Autre une conduite conforme à notre volonté, mais dont dépend notre propre conduite ultérieure. En ce sens, c'est une relation qui ne se décline pas seulement sur le mode du binôme Commandement / Obéissance, du moment qu'il ne suffit pas que l'Autre s'exécute, le principal étant de savoir quoi faire après qu'il se sera ainsi plié aux ordres reçus. Ainsi y a-t-il dans le pouvoir, comme l'ont établi Michel Crozier et Erhard Friedberg dans L'Acteur et le Système,

une relation d' « échange » et de « négociation » dans laquelle ce qui se négocie c'est la « capacité d'action » de chacun, la liberté, pour chacun, d'agir, puisqu'il s'agit de faire quelque chose de ce que fait l'Autre quand même, ce faisant, il se borne à obtempérer à quelque ordre reçu. Le pouvoir a trois composantes fondamentales, la puissance (force, violence, contrainte), l'autorité (persuasion, séduction, ressources intérieures, force d'âme et d'esprit), la direction (technicité du technocrate). Il peut être anonyme, et comme tel, diffus, intériorisé, s'extériorisant sous la forme de la conformité au groupe, à la tradition, au gourou, au maître, au maître-penseur, à Dieu, au pape, etc ; sous cette forme, le pouvoir n'a pas de centre de décision assignable, il repose sur la prépondérance des croyances, des rites, des coutumes dont on juge qu'il serait scandaleux et comme sacrilège d'ambitionner de se séparer ; le fondement du pouvoir ainsi compris est constitué par la pesanteur des liens familiaux et sociaux fonctionnant tels des « chaînes » et des « fers » ; quiconque en amorce la dissolution s'expose à une forme singulière mais butée et obtuse de sanction, la réprobation diffuse de la société, qui n'a nul besoin de s'exprimer ouvertement, et se décline dans les conduites motrices, les postures, les silences assourdissants, les indifférences ou les hostilités muettes mais bien senties ; l'indifférence, au demeurant, fait plus mal, en l'occurrence, que la haine et l'hostilité : elle signifie la rupture de tout rapport, l'inexistence, la négation du moindre lien que postulent encore, au contraire, la haine et l'hostilité ; l'indifférence signifie que l'Autre n'existe même pas, tandis que la haine n'est possible que s'il existe, et elle le fait même exister pour se rendre possible en se nourrissant de son existence. Individualisé, le pouvoir suppose la concentration de la puissance, de l'autorité et de la direction en un individu ; l'élément personnel (prestige, courage, intelligence, etc) est valorisé, voire surfait comme souvent dans le cas des chefs d'Etat d'Afrique invariablement donnés pour des « sages » dès lors qu'ils acquiescent, sans état d'âme, au pillage des ressources de leur pays par le capital international ; quand le pouvoir est individualisé, le chef ne l'exerce pas seulement, mais le possède, de sorte que sa mort im-

plique la ruine du pouvoir tel qu'il l'aura incarné, l'impossibilité de toute continuité, l'obligation d'une novation. Du moins en principe, car la possibilité existe de reproduire un type donné de pouvoir personnel en l'absence de son incarnation initiale, ce qui veut dire que le facteur personnel lui-même vit d'autre chose qui permet la reproduction de ses conditions de possibilité. Institutionnel, le pouvoir repose sur le droit et non plus sur l'arbitraire individuel ; il subordonne la légitimité à la conformité à des règles ; il peut durer, même après les gouvernants qui, de la sorte, passent et l'Etat demeure, sa continuité administrative étant assurée indépendamment de ceux qui l'incarnent ; ainsi compris, le pouvoir suppose la primauté de ce qu'on peut appeler le « Bien commun », l'« intérêt général », le souci de la chose publique. De ce qui précède on peut conclure que le pouvoir peut s'exercer sans autorité, par la force et la terreur, l'autorité excluant la violence et reposant sur l'obéissance. Au plan interpersonnel en effet, l'autorité suppose la capacité de faire faire quelque chose à quelqu'un, en l'absence du recours à la contrainte brutale ; cela suppose la personnalité entendue non pas comme fonction mais comme capacité de s'imposer soi-même, par son tempérament, son caractère, ses qualités humaines ; cela induit en outre la persuasion, la séduction même, l'aptitude à s'insinuer en l'Autre sans le violenter, tout au plus en violant sa conscience à son insu, comme le fait, pour chacun de nous, notre auteur préféré auquel nous obéissons presque sans hésiter, machinalement ; au plan institutionnel, l'autorité enveloppe la capacité de commander selon des règles définies par la collectivité ; en ce sens, elle enveloppe un pouvoir limité, circonscrit, puisque défini par des règles précises. L'autorité n'est pas l'essence du pouvoir mais une de ses modalités. Si elle n'est pas violence, du moins en est-elle la menace ; mais elle suppose un accord minimum, un consensus sur les règles de fonctionnement ; elle fournit au pouvoir le fondement de sa légitimité, car pour durer, tout Pouvoir s'appuie sur un Droit qui le surplombe, et de la sorte, sur une légitimation. L'autorité a pour véhicule la parole, tout comme le commandement, mais dans le commandement la parole n'exprime pas

une relation d'homme à homme, mais un rapport dont le support est un groupe structuré, organisé ; le commandement se rapporte à la coopération au sein de ce groupe justement, en vue d'une fin déterminée. Tandis que l'autorité peut se satisfaire d'agiter la menace de sanction, le commandement se prémunit en outre d'une « police » qui contrôle l'application de l'ordre et le sanctionne, en bien comme en mal, pour faire droit à la loi qui s'évanouirait autrement.

FASCISATION

Or donc, c'est le Pouvoir ainsi compris qu'il faut, chez-nous, transformer. Pourquoi, dira-t-on sans doute ? Essentiellement parce qu'il est fascisant. Prenons-y garde, je n'ai pas dit fasciste, mais fascisant ! Qu'est-ce à dire ? Le fascisme se manifeste par l'interdiction et même la démolition physique des organisations de masses populaires, y compris celles qui ne sont pas révolutionnaires ; et par l'alliance étroite de la petite bourgeoisie endoctrinée et fanatisée à la grande bourgeoisie dont elle devient le bras armé. Le fascisme ouvre ainsi l'ère d'un affrontement sanglant. La fascisation, en revanche, est l'aurore de cette ère : c'est le moment de la préparation méticuleuse, patiente de la guerre civile visant à faire pièce à l'essor des luttes des masses populaires. Ce moment se caractérise par les traits suivants : d'abord une crise chronique de toutes les institutions ; ensuite, l'autonomisation tendancielle de l'appareil d'Etat par rapport, certes à la société, mais aussi à la classe dominante bourgeoise. En ce sens, est mis, par exemple, sur pied, un parlement d'opérette. Autrement dit, au sein de la bourgeoisie opèrent des contradictions du fait desquelles des ailes ou fractions différenciées entrent en conflit, ne s'entendent plus guère, non pas sur un pouvoir à conquérir, mais au sujet d'un pouvoir déjà en exercice. Mais ces fractions ont en commun de redouter l'une et l'autre les masses populaires, menace potentielle ou réelle à leurs privilèges et à leur destin. Contre les masses, elles peuvent faire l'unité. La fraction qui, du sommet de l'Etat dispose des instruments de coercition et de répression n'hésite pas à en user, au point d'opérer un saut qualitatif en fait de répression, par

exemple, en frappant jusque dans les rangs de la bourgeoisie, et en se fabriquant un ou plus d'un ennemi interne, généralement perçu et démonisé en termes ethnicistes. Sous un régime fascisant ce qu'on analyse en termes d'impasse est, au vrai, la stabilisation relative du rapport de forces entre la bourgeoisie et les masses populaires. Cette neutralisation tendancielle réciproque s'explique par bien des raisons dont la moindre n'est pas la dissension interne à la classe bourgeoise.

C'est un fait connu que chez-nous le processus de fascisation du pouvoir, opéré dans la pratique dès les toutes premières années dites d'indépendance, s'est fondé sur une théorisation dont Kamé Samuel est le doctrinaire le plus redoutable, lui qui en 1962, exhortait son parti, l'UC à l'époque, devenu par la suite UNC puis, à ce jour, RDPC, à « ne pas hésiter à copier les méthodes nazies et fascistes » ; conseil, ma foi, surabondamment suivi comme on peut encore s'en aviser à travers l'horreur, à ce jour encore inégalée des têtes sectionnées à ras de tronc et, suprême sophistication dans le sadisme, rangées en cercle à quelque rond-point populeux, comme des pots de fleurs, mais certainement des sortes de trophées de répression destinés à susciter la crainte et le tremblement chez les pauvres bougres férus de liberté.

Il faut lutter pour changer la qualité du pouvoir et non, uniquement, le personnel qui l'exerce. Il faut détruire le pouvoir fascisant qui n'est celui d'un régime ni réformiste, ni même simplement « libéral ». C'est une question différente et néanmoins essentielle de savoir sur quoi débouchera cette destruction de la fascisation. Ce peut être sur un régime libéral et démocratique bourgeois. Ou sur un pouvoir et un régime de transition au socialisme scientifique, c'est-à-dire, matérialiste historique et dialectique. A moins que ce ne soit sur un pouvoir militaro policier de fait ou de droit, un régime civil pouvant, à l'expérience, s'adosser à la force des militaires au point de faire corps avec elle. Tout est fonction de l'état du rapport des forces entre la bourgeoisie et les masses populaires.

Aujourd'hui, des deux ailes de la bourgeoisie qui ne s'entendent guère, l'une est au sommet de l'appareil d'Etat et n'a nul besoin de la démocratie pour s'y maintenir ; aussi peut-elle se faire,

volontiers, une conception controuée, selon laquelle chacun se trouverait enfermée dans son appartenance ethnique, et ne pourrait, de la sorte, souffrir de démocratie que celle où le débat d'idées le céderait aux considérations sur les personnes et leurs origines tribales. L'autre est dans l'« opposition » et a besoin de la démocratie pour accéder au faite du pouvoir d'Etat certes, mais aussi et déjà pour concilier les mécanismes économiques et les libertés politiques, conciliation dont elle a besoin pour l'essor de ses entreprises, actuellement entravé par l'arbitraire et les exactions de son homologue de l'Etat. Du moins s'en persuade-t-elle, volontiers. Mais au fond son malheur souvent, et cependant son « bonheur » parfois, viennent de l'inféodation de la classe bourgeoise toute entière au capital impérialiste dont elle « gère » les intérêts qu'elle est tenue de placer au-dessus des siens propres. [...]

VIOLENCE, EFFET DE L'ABSENCE D'HÉGÉMONIE

Il n'y a donc pas d'hégémonie des bourgeoisies africaines au plan politico idéologique dont elles puissent s'autoriser pour exercer leur autorité et par suite seulement leur puissance sur l'ensemble des classes sociales avec l'assentiment de celles-ci ; de là le recours permanent à la violence pour essayer, mais en vain, de rendre les peuples gouvernables ; Il en va ainsi parce que, situées entre les masses populaires et le capital international, les bourgeoisies africaines se détournent des masses et se tournent vers le grand capital dont la logique de fonctionnement ne peut leur concéder de rôle que subalterne ; c'est cette subordination qui leur vaut des possibilités d'épanouissement mais dans les limites strictes de la condition servile concédée par le capital externe qui a, une fois pour toutes, défini la place et le rôle de chacun : conception et direction stratégiques pour lui, exécution et gestion tactiques pour ses féaux. On peut donc dire, qu'en dépit des apparences, les bourgeoisies africaines ne constituent point une classe montante : seulement, au mieux, une sorte de miroir aux alouettes dotée d'un pouvoir d'attraction et d'illusion dont le dessein est de désamorcer la capacité de révolte et de révolution des peuples

africains, en orientant leurs aspirations vers la quête de la survie au sein des rapports sociaux tels qu'ils sont empreints de servilité. Même la fraction bourgeoise qui n'est pas aux commandes et qui aspire à s'y hisser ne nourrit nul projet de rupture d'avec l'ordre existant tel que l'a forgé et le maintient drastiquement l'oligarchie financière internationale, à travers son plan d'ajustement structurel qui vise à arrimer toutes les économies périphé-

riques et subalternes à l'économie centrale en les ordonnant au renforcement de sa dominance et de sa suprématie. Tout comme le maître n'a pas à travailler pour son esclave, mais à veiller simplement, dans son propre intérêt bien compris, au renouvellement de sa force de travail, ainsi les oligarchies financières internationales veillent-elles à constituer graduellement et fort parcimonieusement entre elles-mêmes et les masses populaires, une

classe tampon, sorte de fusible qui les protège de la bourrasque des révoltes et de la tempête des révolutions, les bourgeoisies nationales africaines, dont les nécessités de l'existence et du renouvellement périodique transforment la question du changement et des mutations sociales en de triviales questions de déplacement d'hommes et de tribus, au sein de structures essentiellement fascisantes.

FASCISATION DE LA VIE DES IDÉES

Le sabre contre l'esprit ou pourquoi le pouvoir d'Etat persécute certains intellectuels

Guillaume-Henri Ngnépi

Pourquoi le pouvoir politique d'Etat assassine-t-il l'intelligence ? Par peur, calcul, intérêt, dira-t-on peut-être. Mais, un pouvoir qui plongerait à pleines racines dans les profondeurs de la société, qu'aurait-il à redouter de l'esprit des enfants du pays, et que gagnerait-il à le détruire ? Rien. En revanche, si par le capital étranger il est imposé de l'extérieur, initialement comme dans la suite, et si donc il n'est issu de la formation sociale endogène, un pouvoir d'Etat, du même coup, réunit les conditions de possibilité d'un inexpiable conflit entre lui-même et la part la plus éveillée, la plus consciente de la société qu'il met en coupe réglée. Il n'a pas alors d'autre alternative que la suivante : se subordonner l'intelligence et la garder sauve ; ou bien ne pouvoir la contrôler et l'assassiner en conséquence.

ORIGINE ET NATURE DE L'ÉTAT

L'Etat, de fait, est chez-nous la contrefaçon de l'Etat-Nation consécutif à la création des marchés au sein du capitalisme libéral, et exporté sous les tropiques par le colonialisme européen dont il sert les intérêts, s'en porte garant, contre la société et le peuple. Hier combattue les armes à la main, la nature ainsi définie de l'Etat demeure à ce jour, la même, pour l'essentiel. Aussi les conditions demeurent-elles réunies qui rendent possible la reproduction du conflit entre le pouvoir d'Etat et l'intelligence.

L'INTELLECTUEL UNIT PENSÉE ET ACTION

Qu'est-ce d'abord qu'un intellectuel ? Posons autrement la question : pourquoi un ouvrier, un paysan, un manoeuvre ne passent-ils pas pour des intellectuels ? Ce n'est pas parce qu'ils ne penseraient pas, n'auraient pas d'opinion, ne détiendraient nul savoir. C'est uniquement parce qu'ils n'exercent pas une fonction dont le fait de penser, de professer des opinions, de produire et de vulgariser un certain savoir constitue l'essence distinctive. Or la valorisation d'une telle fonction dépend du milieu, de l'environnement. Il ne saurait donc suffire, pour être ou surtout devenir un intellectuel, de travailler de la tête et pas ou guère des mains : il faut encore et surtout, dans le système des rapports sociaux existant, occuper une place, exercer une fonction, qui au détriment du travail manuel, privilégie le travail mental. De sorte que si ouvrier, paysan, ou manoeuvre l'on ne passe pas pour un intellectuel, on peut néanmoins être tout cela et intellectuel par-dessus le marché.

C'est assez dire qu'être intellectuel n'est pas d'abord une question de niveau d'instruction ou de diplôme. C'est, en revanche, la proportion des illettrés et des non diplômés qui permet, par contraste, de fournir une teinte à la notion d'intellectuel(le), à tel moment donné, en tel lieu : plus les illettrés seront nombreux, moins il faudra d'instruction et de diplômes, pour être un intellectuel, et surtout tenir la fonction.

C'est que être intellectuel c'est avoir autant un rapport d'appropriation et d'assimilation au savoir, qu'une relation de novation et de créativité. L'intellectuel diffère du simple lettré en ce sens qu'il ne se borne pas à faire en sorte que par le savoir, les connaissances, le monde soit pour sa conscience : il faut aussi et surtout qu'il soit par elle. Le lettré s'imprègne l'esprit d'informations et de connaissances. L'intellectuel fait mieux : en les ordonnant à quelque fin pratique, ce qui l'amène à son tour à former en informant ; c'est-à-dire, au sens propre, donner forme, et au figuré, tenir au courant en assignant une signification et une valeur ; et ainsi, induire un comportement, un acte.

Donc, l'intellectuel(le) n'est pas seulement celui ou celle qui sait, pense, écrit, dit, dessine, sculpte, peint ou filme ; c'est en outre et surtout celui / celle qui veut et fait. En ce sens, le problème inhérent à sa condition est celui de savoir comment dépasser ses discours, rendre efficaces ses représentations mentales. La réponse valable mais unique est : pas autrement qu'en les réalisant. L'intellectuel, de fait, diffère du théoricien en ceci qu'il lui faut donner forme concrète à ce qu'il produit, prend et donne pour des valeurs désirables et réalisables. Sauf à être inconséquent avec lui-même.

PERSÉCUTÉ CAR AGISSANT

Et c'est précisément quand il ne se contente pas de dire ou d'écrire mais entreprend de faire ; c'est quand, en

somme, il trace la médiation entre ses représentations mentales et le réel sociohistorique, que l'intellectuel s'attire les foudres du pouvoir d'Etat. Il est intéressant de voir pourquoi. Or donc, tenir au courant, activité spécifique et obligée de l'intellectuel : la tâche, non manuelle, de produire des idées, des concepts, des images, des mythes, et de les divulguer auprès du public. Cela cependant ne peut se réaliser sans imprimer quelque influence sur les manières communes de sentir, de penser et d'agir.

C'est qu'en un sens, la parole ou l'image transmise n'est pas seulement action ou amorce d'action. Elle est aussi et surtout appel, explicite ou implicite, à l'action. Or, l'on n'est pas intellectuel simplement parce qu'on a des opinions, mais parce qu'on les exprime, et d'une certaine façon. Chacun a probablement des opinions qui lui dictent des choix, interpellent sa responsabilité, mais en général, dans l'ordre de son existence propre, personnelle, privée en quelque sorte.

Les opinions de l'intellectuel ont ceci de particulier : parce qu'elles s'étalent sur la place publique, elles engagent, nécessairement, par-delà le destin singulier de leur auteur, le devenir des affaires publiques. S'il existe une vie privée - mais de quoi au juste ? - elle ne se dissocie guère, chez l'intellectuel, de la vie publique. Il est, de toute nécessité, un homme public. Cela ne signifie pas un homme célèbre. Mais simplement un homme qui ne peut s'empêcher d'être en relation avec le public. Par vocation en quelque sorte, il se mêle de ce qui ne le concerne pas forcément en particulier. Ce qui, il faut le souligner, n'implique nullement qu'il s'en mêle toujours en bien, ou dans l'intérêt bien compris de la communauté des hommes !

POUVOIR ET POUVOIRS : PUISSANCE ET AUTORITÉ

Homme (au sens générique du terme) public, homme de relation, et donc détenteur d'un certain pouvoir.

Le pouvoir décrit une relation au cours de laquelle une volonté s'impose à d'autres, induit chez-elles une conduite déterminée.

Il est une forme spectaculaire du pouvoir : la relation gouvernants / gouvernés. Le pouvoir y apparaît tantôt régi par l'arbitraire d'un individu, tantôt

fondé sur des règles, des lois, en somme le droit. Cependant, individualisé ou institutionnel, il se passe difficilement de la contrainte brutale, et cherche le moyen de la rendre acceptable, voire souhaitable et consentie de la part des gouvernés.

Le pouvoir intellectuel fonctionne tout autrement : par la parole, l'écriture, l'image, les couleurs, etc. Mais sonores, graphiques, visuels, etc, ces symboles véhiculent de l'autorité : ils recèlent cette modalité spécifique du pouvoir qui exclut la contrainte physique et repose sur la séduction, la persuasion, la conviction, l'obéissance, en somme l'ascendant affectivo-intellectuel.

Si donc, fondé sur la puissance, la force, la violence ouverte, le pouvoir du gouvernant impose une conduite, celui de l'intellectuel remonte de l'embouchure à la source, et vise à gérer les représentations, les idées, les images, les mythes et les croyances sous-jacents à toute conduite.

L'un, répétons-le, nous inflige sa volonté ; l'autre commence par disposer à la sienne, notre cœur et notre esprit. L'un nous violente, l'autre nous viole à notre insu, en ouvrant une brèche dans notre conscience. L'un s'expose à notre révolte qu'il exacerbe, l'autre accède à notre consentement que nous lui concédons, il est vrai harcelés, parfois, quelque peu, mais de bonne grâce, tout compte fait. L'un est conspué, honni, l'autre écouté, suivi d'autant plus aisément qu'à le faire, on croit se suivre soi-même, ne réaliser qu'un vieux projet simplement mis en forme par un autre soi-même.

Il y a déjà dans ce contraste des démarches et dans l'opposition des effets qu'elles induisent, de quoi exciter la férocité du pouvoir politique d'Etat envers l'intelligence. Les colonisateurs l'ont bien compris qui disaient : « Pas d'intellectuel, pas de problème. ». Maxime où perce la conscience aiguë du pouvoir inhérent à tout savoir ; la conscience surtout de la menace que constituent pour le pouvoir colonial, le savoir et donc le pouvoir intellectuel des colonisés. Mais surtout, maxime qui explique que toute l'Afrique équatoriale française, comme l'établit l'historien Joseph KI-ZERBO, ne dispose que de huit cent cinquante écoles primaires, jusqu'en 1960, et qu'au Congo belge, la situation soit pire à la même époque.

DU MALTHUSIANISME À L'ASSASSINAT : MEURTRES EXPLIQUÉS

Si pour lors assassinat de l'intelligence signifie malthusianisme culturel, depuis lors cela veut surtout dire, homicide, meurtre prémédité sur la personne de l'intellectuel qui sait, fait savoir, fait et ce faisant, fait faire. Ce glissement de sens n'autorise nullement à absoudre le régime colonial, il montre simplement qu'il aura fallu la « décolonisation » gaullienne pour que ce qui se tuait petitement, honteusement, désormais, se massacre par fournées entières, à ciel ouvert, sous l'œil attentif et condescendant du « tuteur » et « maître » étranger, capitaliste.

Pourquoi cette escalade de la violence ouverte et meurtrière ? Ou plutôt, pourquoi l'incapacité de recourir à autre chose que la conduite mortifère ? La réponse était déjà dans Napoléon dont on sait le rôle dans la constitution de l'Etat-Nation dont les nôtres sont d'horribles copies ; le premier, cet empereur tourna en dérision les « idéologies », les persécuta avec férocité, pour enfin reconnaître, irrité et amer, qu'« à la longue, le sabre est toujours battu par l'esprit. ». (Pour plus ample informé, bien vouloir en référer à Régis Debray, *Le Scribe, Genèse du Politique*, Editions Grasset et Fasquelle, Paris, 1980, et par exemple, aux pages 333-338). Ce qui signifie que l'ascendant affectivo-intellectuel qu'exerce l'intellectuel finit par disposer les gens à faire échec à la violence nue du pouvoir politique d'Etat. C'est cette certitude subjective de l'échec prochain et final qui envenime, exacerbe la folie mortifère du pouvoir d'Etat : s'il change de cap, il avoue son long passé d'assassin et cesse, à ses propres yeux, de justifier son existence et sa reproduction comme une nécessité ; en revanche, s'il maintient le cap sur les massacres, il s'épargne un débat pénible entre lui et lui-même, résout par prétérition le problème de sa propre légitimité, et du même coup, ajourne son suicide symbolique. Contre ceux des intellectuels qui le contestent, le pouvoir a la main d'autant plus lourde qu'il ne dispose pas de l'hégémonie sur les pensées à l'œuvre dans la société : c'est précisément cette hégémonie qui lui est disputée par l'autorité et l'audience consécutive de certains intellectuels. C'est en raison de cette hégémonie que Napoléon s'irritait de

ce que les intellectuels en appelaient, non pas à la puissance publique, non pas à l'autorité de l'Etat, mais à l'opinion publique, au jugement des braves gens du menu peuple.

Dans sa pratique politique, le pouvoir d'Etat combine habilement les homicides et le malthusianisme culturel. Par celui-ci, il lamine le nombre des intellectuels de demain. Par ceux-là, il réduit la quantité des intellectuels présents. Ainsi assure-t-il sa reproduction en s'entourant de la garantie que s'il n'est guère contesté à présent, il le sera encore moins demain. Voilà pourquoi si, à présent, il tue Um, empoisonne Moumié, décapite Osendé, fusille Ouandié, tous marxistes, révolutionnaires et intellectuels, il aime encore mieux organiser leur inhumation dans la mémoire de la postérité, et cela de deux façons : les expurger de l'histoire qui s'enseigne à l'Ecole, et puisque la gomme ne suffit pas, concasser l'institution scolaire, ou même universitaire, elle-même, la laisser se déliter, partir en lambeaux, et de la sorte, s'assurer la fin, c'est-à-dire la ruine et le terme de toute pensée critique.

Or, qu'est-ce que concasser l'Ecole ? C'est d'abord et surtout en broyer le maître, en lui ôtant les moyens et jusqu'à la seule possibilité de travailler décemment. En le clocharisant. En le suicidant. En le contraignant à l'exil, ici ou ailleurs, mais de préférence ailleurs, du moins du point de vue des intérêts (mal compris) de l'Etat : tout ce qui vivote sous sa férule est réputé lui en savoir gré et n'aspirer, en conséquence, qu'à l'aider à se reproduire indéfiniment. En ce sens, poursuivre à présent la mort de Jean-Marc Ela, c'est par anticipation provoquer celle des disciples du maître demain : C'est qu'un maître est toujours un symbole qui représente plus que sa petite et modeste personne : on le tue pour qu'il ne soit pas, dit-on ? Mais surtout pour que bien d'autres que lui, non plus, ne deviennent, ni ne soient ; on le détruit donc pour priver de modèle la foule des disciples. Les priver de modèle ? Les livrer à une désorientation sans fin, à une sorte d'anomie et de folie collective en somme.

Dans Mission terminée, Mongo Beti file une métaphore pittoresque, suggestive, où l'Afrique de la fin des années cinquante apparaît aussi sevrée de repères fiables qu'un « péquenot » affronté à la trépidation urbaine, livré

à la circulation agitée sans personne pour lui apprendre à lire les signalisations horizontales et verticales. A ce jour, l'assassinat programmé de l'intelligence nous ramène en deçà des années 50 : hier, l'écrivain relevait la carence de cadres formés, et donc en un sens d'intellectuel(le)s ; aujourd'hui, certains Etats issus de la décolonisation gaullienne aiment mieux l'aggraver. A nous de prendre nos responsabilités : en y mettant fin.

ENGAGEMENT, ACTION

Cela dit, il est une prétention rarement variable de certains intellectuels : se poser en esprits sans attaches, voguant au-dessus de la mêlée, à égale distance de la victime et du victimaire, de l'Etat et du citoyen, voire du sujet, et soumettant, interrogatifs et critiques, à quelque examen "autonome", "rationnel", et "méthodique", la pratique historique saisie dans sa diversité.

Il est peu de contrevérités plus souvent propagées. Celle-là vit de ce que le débat public sur la structure de classe de notre société est presque tabou. Dans le contexte des discours nationalitaires et unanimitaires d'intention, comment, sa rhétorique aidant, l'intellectuel ne passerait-il pas pour exempt de tout parti pris ?

En vérité cependant, l'intellectuel(le) est un homme ou une femme pareil(le) à tout (e) autre, inséré (e) dans une société où il / elle occupe une place, joue un rôle, exerce une profession, émarge à un budget, professe ou non des croyances morales, religieuses, etc. Il / elle ne choisit pas d'être engagé(e), ni davantage de ne pas l'être. Car, effet obligé de son insertion sociale, il / elle l'est toujours et déjà, en dépit qu'il / qu'elle en ait. Ce qui seule peut être choisie, et qu'il / qu'elle choisit le cas échéant, c'est la signification sociopolitique de son engagement. Encore ce choix peut-il, à ses propres yeux, ne pas être totalement conscient. Toujours est-il qu'en prenant position pour ou contre des valeurs, pour ou contre des conduites, l'intellectuel (le) se range aux côtés de certaines classes sociales contre d'autres. Son engagement n'est pas un devoir dont il pourrait, à son gré, se dispenser, mais un fait dont le devoir consiste à assumer les conséquences, sans broncher : on ne jongle pas innocemment avec les mots, les images, les

pinceaux, etc. En se prétendant désengagé l'intellectuel, au pire, se ment à lui-même, et au mieux, donne le change à une fraction de son public.

Mais s'il ne ment à son public ni à lui-même, l'intellectuel a forcément une certaine conscience de la nature véritable, du sens profond, et des enjeux principaux de son engagement. Cette conscience est ce qui le distingue de toute autre personne ayant, sur le monde, des vues éventuellement personnelles, mais sans pouvoir les coordonner en une vision peu ou prou cohérente, ni les ordonner à quelque fin pratique expressément recherchée. Une telle conscience n'est nullement un don, comme on dit, du ciel ou de la providence, mais l'effet d'un labeur mental persévérant que l'intellectuel, de par ses occupations mêmes, et au rebours du travailleur manuel, a le loisir d'accomplir. S'il pense, met en forme et expose ses opinions, il n'est pas seul à pouvoir le faire, mais à en avoir les ressources, et la disponibilité, le temps pour s'y employer à son aise. C'est cette division du travail qui lui donne aussi le moyen et le loisir de prendre conscience des présupposés et des implications de son engagement.

On ne peut être intellectuel sans le savoir. Ni s'éprouver tel sans aussitôt le prouver par et dans l'expérience. Ce sont ses actes qui font l'intellectuel, le manifestent. Il produit des images, des mythes, des idées, des concepts ; mais tout le monde en fait autant, avec sans doute un bonheur inégal. Il donne ses productions mentales pour vraies ; mais tout le monde aussi. Ce qui cependant le distingue, c'est que sa vérité à lui, il entend l'assumer par et dans ses actes. Son activité essentielle consiste sans doute à produire de la culture et à la divulguer ; mais l'exigence suprême, liée à cette activité, n'est pas tout uniment la quête du vrai, du beau, du bien ; c'est la réalisation de ce qui est ainsi recherché, sa mise en œuvre, dans l'existence personnelle de l'intellectuel, et dans la vie sociale de tous les jours. De toute autre personne ayant des opinions, l'intellectuel se distingue ainsi par le fait qu'il n'entend pas seulement atteindre le plus de cohérence possible dans l'incarnation des siennes, mais s'y emploie effectivement de son mieux. Loin d'être simplement celui qui sait, pense, dit, dessine, peint compose ou écrit, il est en

outre et surtout celui qui veut et fait. Problème inhérent à sa condition : comment rendre efficaces ses représentations mentales et ses mots pour les dire ? Autrement dit, comment dépasser ses discours ? Sa réponse, explicite ou implicite : pas autrement qu'en les réalisant. Aussi son exis-

tence est-elle sous-tendue, justifiée même par le souci, l'effort obstiné et courageux de donner forme concrète à ce qu'il produit, prend et donne pour le beau, le juste, le vrai, le bien, l'humain, etc. Sauf à être inconséquent, s'il juge, dénonce, condamne ou ab-

sout les comportements des hommes à l'aune de sa vision du monde, de celle-ci, il commence par faire le principe régulateur de sa propre conduite. De son exemple dépend son audience. Sa crédibilité aussi.

SITUATION NATIONALE ET PARTIS POLITIQUES

Situation nationale, élections et perspectives politiques dans le Cameroun de M. Paul Biya

Mani Démosthène

La situation politique et sociale de notre pays porte l'empreinte indélébile du scrutin présidentiel qui devrait se tenir cette année, probablement au mois d'octobre. Il ne fait aucun doute que ce scrutin marquera un tournant dans la vie politique de notre pays pour les raisons que nous allons évoquer. M. Biya, le président actuel, est au pouvoir depuis bientôt 29 ans. Son règne, trop long, fatigue les Camerounais qui aspirent, dans leur quasi-totalité, à l'alternance à la tête de l'Etat.

La nature fascisante (et par conséquent hyper-présidentaliste) de son régime fait du Président de la République la clé de voute de toutes les institutions. La conséquence, c'est que pour espérer changer de manière déterminante la situation politique, économique et sociale du pays, à quelque niveau que ce soit, il faut d'abord accéder à la Présidence de la République ou se trouvent tous les leviers du pouvoir. De cette situation monstrueuse découle une myriade de candidatures à la présidentielle, les unes plus folkloriques que les autres. Une vie politique locale riche de potentialités et d'opportunités de briller (ou de servir) aurait pu suffire à tous ces aspirants autocrates qui ont de la politique, pour la plupart, une idée totalement fautive. Mais la faute ultime en revient à M. Biya dont la paresse légendaire et le laisser-aller ont anesthésié toute vie publique dans notre pays.

Le contexte africain, marqué par les revendications des peuples pour la rupture d'avec les systèmes dictatoriaux et dynastiques de pouvoir, pousse les dirigeants en place depuis plusieurs décennies, comme M. Biya,



à imaginer des solutions alternatives de maintien au pouvoir toujours plus sophistiquées. Ce qui complique davantage la tâche des opposants.

L'élection présidentielle de 2011 sera à nouveau une farce monocratique avec davantage de figurants que par le passé. Mais, en raison des nombreuses frustrations et colères, trop longtemps contenues, des populations qui en ont vraiment par-dessus la tête, cette élection annonce de graves dangers pour la paix sociale et la stabilité politique au Cameroun. Comment donc aborder cette échéance afin de permettre une sortie honorable de la crise que vit notre pays depuis son indépendance juridique ? Pour répondre à cette question, il convient d'abord d'examiner les forces politiques et sociales en présence.

LES FORCES POLITIQUES ET SOCIALES

Les populations camerounaises

Elles donnent l'impression d'être indifférentes aux débats politiques qui concernent les élections au Cameroun,

et de ne guère faire confiance aux acteurs politiques. Les fadaises universitaires sur l'éventuelle inéligibilité de M. Biya les ont laissées de marbre. Si elles n'ont donc, de toute évidence, que désintérêt pour ce qui se passe au Cameroun, les masses populaires se sont fort passionnées, en revanche, pour la situation en Côte d'Ivoire, en Tunisie et en Egypte, et pour ce qui se passe actuellement en Lybie. Ce qui est un signe qui ne trompe pas. Heureux ceux qui ont des yeux pour voir, et qui voient effectivement car l'avenir est à eux ! Car les masses menacent. « Un jour, un jour... ! » les entend-on gronder.

Les Partis Politiques.

En dehors du RDPC qui peut revendiquer des structures et une assise sociale dans les dix régions du pays, aucun autre parti n'est véritablement implanté dans tout le pays.

Le RDPC est en situation de quasi-monopole (bien illusoire) dans l'Extrême Nord, le Nord, l'Adamaoua, l'Est et le Sud, soit dans 5 régions sur 10. Il est en position dominante (encore une illusion) dans le Centre, le Sud-Ouest et l'Ouest. Seuls le Littoral et le Nord-Ouest semblent résister à son influence. Or ce monopole (illusoire comme dit et répété ci-dessus) est fragile parce qu'il est fondé, non pas sur un soutien « populaire » comme on le croit généralement, mais sur un soutien simplement « électoral ». La nuance est de taille. Et l'on comprend mieux que M. Biya ne puisse se passer de ces « grands électeurs » que sont les sous-préfets, préfets et gouverneurs. On n'est jamais trop prudent

Les succursales traditionnelles du

RDPC (**UNDP, UPC-Kodock**, etc.) ont été fortement laminées au fil des années par leur subordination sans frein au pouvoir fascisant. Elles ont connu une dégringolade spectaculaire, et l'annonce de leur décès et du ralliement formel de leurs dirigeants au parti proche du pouvoir n'est plus vraisemblablement qu'une question de temps. Le **MDR** n'a-t-il pas déjà disparu ?

L'**UDC**, parti de l'aujoulatisme moralisant (ils parlent d'« éthique ») est dominante dans le seul département du NOUN.

Le **SDF** a vu son hégémonie s'effriter presque partout dans le pays, y compris dans ses « fiefs » traditionnels du Nord-Ouest et de l'Ouest et, dans une moindre mesure, dans le Littoral et le Sud-Ouest. Le désintérêt du peuple camerounais pour la classe politique dans notre pays ne l'épargne pas. Comme parti, le SDF est désormais une direction sans militants de base, une tête sans corps, et l'on comprend qu'en l'absence d'une base vigilante, il soit animé de graves divergences qui en font désormais un parti schizophrène et dédoublé en matière d'idéologie et de stratégie, comme le montrent les différences d'opinion et de prise de positions chez ses dirigeants, quoiqu'en disent Joshua Osih et le député Jean-Michel Nintcheu. De fait, le parti est tiraillé entre la collaboration franche avec M. Biya et le maintien de son ancrage dans l'opposition progressiste. L'on peut craindre ou espérer (c'est selon) son éclatement un de ces quatre matins au sujet de l'une ou l'autre des questions majeures d'intérêt national.

Le **MP** n'a qu'un élu national et 3 élus locaux à Douala, ce qui constitue une promotion pour son leader (Jean-Jacques Ekindi) qui joue « en solo », et autour de qui (et presque exclusivement pour qui) tout ce qui existe de ce parti s'organise.

L'**UPC** continue d'être victime de son éclatement. Les Camerounais ont une image totalement brouillée du premier parti politique du Cameroun, et ce n'est pas leur faute du tout. Dans l'UPC dite « des fidèles » (la seule branche de ce parti qui pourrait encore faire rêver la jeunesse camerounaise), une partie influente de la direction semble avoir adopté le dogmatisme stalinien comme mode de fonctionnement, au grand dam de beaucoup de militants résignés. Les questions d'ordre théorique et idéologique s'y règlent davantage à

coups d'ukases et de fatwas que dans le cadre de débats informés. Il faut craindre que cette branche encore révolutionnaire du parti des Um Nyobé ne finisse par sombrer dans ce qu'un article d'Alternative révolutionnaire nomme à juste titre l'« upécisme mytho-culturel. » Cette perspective est d'autant plus envisageable, si rien n'est fait pour inverser la tendance actuelle, que l'UPC des fidèles s'est comme bloquée, et ne livre plus de batailles que pour « sauver l'UPC » et sauver le soldat Gbagbo, comme en témoigne la dernière déclaration de leur Comité directeur le 26 juin, toute entière consacrée au « soldat qu'il faut sauver », quatre mois après la chute de l'apprenti dictateur.

Quant au **MANIDEM** (autre succédané de l'UPC révolutionnaire), la sympathie que de nombreux Camerounais ont pour ses idées, son enthousiasme et la fermeté de ses positions ne s'est pas, à ce jour, transformée en une multitude de comités de base et autres structures intermédiaires. Nos informations nous donnent à croire que ce parti est, lui-aussi, sur la brèche, et qu'il y existe, depuis l'affaire Banda Kani et même déjà avant, comme l'ont abondamment montré les médias, des tensions sourdes au sein de sa direction entre un groupe d'« électoralistes » et un autre groupe de militants qui souhaitent que le Manidem se mette véritablement au travail pour prendre le relais de l'upécisme révolutionnaire, à l'abri de cette impatience qui, comme l'histoire l'a montré, mène droit à l'échec.

Nous épargnerons à notre lecteur une homélie sur la myriade des autres partis (minuscules à souhait) qui poussent comme champignons après la pluie, et dont les « leaders » n'ont d'existence que médiatique.

Les Forces Sociales

L'opportunisme des Camerounais, couplé à l'interventionnisme des chancelleries occidentales qui travaillent à tirer les ficelles de l'alternance dans nos pays, ont enfanté moult ONG dont certaines ont l'ambition de supplanter les partis politiques sur leur propre terrain. « L'offre orange » et « Cameroon O'Bosso » (que Kah Wallah a eu l'intelligence de dépasser en entrant de plein pied en politique) en sont des exemples. Ces ONG bénéficient de quelques appuis tant à l'intérieur qu'à

l'extérieur du pays et ambitionnent d'y changer la donne politique. C'est tout à fait leur droit et nous ne leur contesterons pas. Mais l'illusion que des Lech Walesa pourraient naître dans l'univers semi-fasciste de notre pays n'est précisément qu'une ... illusion. Parce que l'Occident, qui a quasiment porté Walesa au pouvoir, n'est pas si impatient que ça de voir M. Biya s'en aller (comme le croient certains compatriotes naïfs), et cela pour des raisons évidentes de stabilité régionale comme au sein du pays. Les affaires n'aiment pas les remous.

Les syndicats de notre pays sont faibles et divisés, ils n'ont que peu d'influence politique. Si les politiques s'intéressent pas sérieusement à la situation des syndicats pour les encadrer afin qu'ils jouent le rôle qui est le leur, il nous semble qu'on attendra bien longtemps avant de compter sur ces syndicats qui devraient pourtant être les alliés des partis progressistes dans la lutte pour le changement.

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Le régime de M. Biya a réussi à stabiliser les finances publiques. C'est un pari gagné pour lui car il peut aisément payer ses fonctionnaires, ses policiers et ses militaires ; il peut financer ses élections sans le concours de la « communauté internationale » qui ne pourrait donc rien dire en cas de contentieux postélectoral.

La situation économique, elle, en revanche, est mauvaise et notre pays ne décolle pas. Deux chiffres traduisent cette réalité : le taux de croissance de l'économie est inférieur à 2% et le déficit de la balance commerciale dépasse les 1000 milliards de FCFA ! Les projets que M. Biya annonce à tour de bras ne sont que des promesses électoralistes.

Conséquence de cette mauvaise situation économique, il n'y a pas de création d'entreprises, peu de création de richesses, d'où le chômage massif qui touche plus de 3 millions de Camerounais.

La précarité pousse les Camerounais non pas à se soulever mais plutôt à essayer, par la débrouillardise, à s'en sortir. Si on ajoute l'influence des églises pentecôtistes qui enseignent qu'on peut s'en sortir par la prière, on comprend que le combat politique ne soit plus à l'ordre du jour pour de nombreux

ses masses populaires camerounaises.

PERSPECTIVES

La présidentielle ainsi que les législatives et municipales annoncées pour cette année et l'an prochain auront du mal à se tenir convenablement. Les conditions ne semblent pas réunies pour que se tiennent dans la transparence et l'équité des élections dans notre pays.

M. Biya, en modifiant la Constitution en 2008 pour pouvoir se présenter une énième fois à l'élection présidentielle, a montré sa détermination à rester au pouvoir indéfiniment. La majorité des Camerounais (le régime lui-même le sait) ne supporteraient pas une présence indéfinie de M. Biya à la tête de l'Etat. Or, la tenue d'une élection présidentielle avec M. Biya comme candidat, signifie une victoire de ce dernier. Mais avec ou sans fraude, la réélection de M. Biya déclencherait un vif mécontentement des partisans, largement majoritaires dans notre population, de l'alternance (et même de l'alternative) à la tête de l'Etat. Il y a mieux, le cadre institutionnel dans lequel se dérouleraient les élections est malsain : le Code Electoral est inexistant, ElecCam est sans moyens et partisan, le Ministère de l'Administration est de retour dans le processus électoral, la demande de refonte des listes électorales exigée par l'Opposition a été rejetée par le pouvoir. Vu cet arsenal inique, aucune élection ne peut être crédible. Les résultats seront contestés et

rejetés par les « perdants » ; les conditions d'une ébullition seront réunies.

Les événements de ces derniers mois en Afrique du Nord, les nombreux foyers de tension sociale qui se multiplient dans notre pays (affaire Cofinest, affaire CAMAIR-CO, pénurie de l'eau potable y compris dans la ville de Yaoundé, aggravation de l'épidémie de choléra, grève dans les universités publiques et privées, grève des enseignants du primaire confessionnel catholique dans le diocèse de Yaoundé, grèves répétitives au Chantier Naval, revendications en cascade de la CSP, grèves des personnels des infirmiers, inflation des prix des produits alimentaires, recrudescence du banditisme dans les centres urbains avec un sentiment d'insécurité qui gagne les populations etc.), les pressions diverses des partenaires en développement du Cameroun afin que M. Biya évite le chaos à son pays, les pressions multiples des partis de l'Opposition démocratique et patriotique pour que M. Biya organise une transition apaisée et se retire dignement comme l'ont suggéré maintes personnalités, y compris religieuses), tout ceci pourrait-il amener M. Biya à revoir ses priorités ? L'annonce du recrutement de 25 000 jeunes diplômés dans la Fonction Publique montre que M. Biya a pris la mesure de la bombe atomique sociale que constitue le chômage massif des jeunes. Mais il ne faut pas rêver. Tout semble indiquer que pour M. Biya, c'est « le chaos si je ne reste pas au pouvoir. »

Et pourtant, M. Biya serait bien avisé

de proposer à la Nation camerounaise un compromis historique. Par exemple, il pourrait demander à organiser une transition consensuelle durant laquelle de nouvelles institutions seraient mises en place à la suite de la tenue d'une table ronde nationale. La Nouvelle Constitution et le Nouveau Code Electoral seraient adoptés par référendum, des élections générales suivraient, M. Biya se retirerait dans la dignité et la sécurité, laissant un pays réconcilié avec lui-même et maître enfin de son destin.

Ce schéma, qui est gage de paix, est en réalité le seul chemin qui s'offre à notre pays pour sortir de la très longue crise politique qui jalonne notre histoire depuis André-Marie Mbida en 1958, en évitant à notre pays un nouveau bain de sang.

Hélas, l'histoire nous enseigne que ceux qui sont destinés à quitter la scène de l'histoire sont toujours les derniers à s'en apercevoir.

Pour éviter ce nouveau bain de sang, il reste donc que les forces de progrès dans notre pays, dans tous les domaines de la vie sociale (partis, syndicats, associations), prennent leurs responsabilités historiques en main et travaillent à créer un courant d'opinion favorable à l'idée d'une transition démocratique qui veillerait instamment, pour une fois depuis l'indépendance de notre pays, à impliquer les masses populaires dans ce processus. Car elles sont le gage essentiel et incontournable de la démocratie et du progrès dans notre pays.

SITUATION NATIONALE ET PARTIS POLITIQUES

RDPC, le monstre en bout de course

Faustin Cabral Bekolo

Nous étions en train de mettre la dernière main au présent article sur le RDPC quand nous sommes tombés presque miraculeusement, en ligne (camer.be), sur une interview de M. Tobie Ndi qui récidive, et rêve à nouveau de remplacer M. Paul Biya au faite du RDPC. Et la lucidité de Tobie Ndi apparaît surprenante pour le militant d'un parti où l'on danse davantage qu'on ne pense !

Tenez ! Tobie Ndi dit à haute et in-

telligible voix (oh le téméraire !) que son parti doit « devenir ce véritable cadre de débats où l'on pense plus que l'on ne danse, afin de recouvrer véritablement son rôle de force de proposition, d'évaluation et d'autocritique dans l'accompagnement du pouvoir dont les responsables sont issus de ses rangs. Enfin, il est temps de dessiner les options d'une relève au sommet du parti. »

Et le reste de son glossaire est à l'avenant : *goulot d'étranglement ; textes de base adoptés à l'ère du Parti unique ; dysfonctionnement ; disposi-*

tions d'essence monolithique et qui sont à l'opposé des options démocratiques ; candidat à la présidentielle choisi dans le cadre des primaires lors du congrès ; dissociation des deux fonctions [de président du parti et de président de la république] ; etc.

Bigre ! Ce gars ne veut pas devenir ministre ? Quel maladroit !

Cependant, notre étonnement feint devant la relative sagacité de M. Tobie Ndi ne doit pas égarer notre lecteur, car ce militant du RDPC est bien dans son rôle de préposé à l'entubage des braves Kamerunais que nous som-

mes: il énumère les symptômes et ne dit rien de la cause profonde de la maladie.

Revenons donc à nos propres moutons (en lui laissant les siens), et à nos thèses originelles sur le RDPC comme monstre politique en bout de course.

L'UNC DES ANNÉES 60, UN PARTI FASCISANT PLEIN D'ALLANT

Le Kamerun, comme le montrent à souhait Guillaume-Henri Ngnépi et Ghonda Nounga dans ce même numéro d'Alternative révolutionnaire, est un Etat fascisant. Cela signifie, entre autres, comme l'écrit le premier cité, une « *autonomisation tendancielle de l'appareil d'Etat par rapport, certes à la société, mais aussi à la classe dominante bourgeoise.* » Ni par son fonctionnement ou son organisation, ni par son discours idéologique ou sa base sociale et les hiérarchisations de classes qu'elle manifeste, le parti fascisant (l'UNC dans les années 60) ne témoigne d'une quelconque normalité. Qu'il soit entendu par notre lecteur que la « normalité » dont il est question ici ne renvoie à aucune essence dont les diverses pratiques politiques seraient les manifestations phénoménales. La normalité que nous évoquons ici est celle, banale en capitalisme du centre, des partis bourgeois qui s'affrontent dans le cadre de règles relativement consensuelles.

A sa naissance, le parti fascisant néocolonial a pour fonction essentielle l'enrégimentement et la caporalisation (ils disaient « l'encadrement » !) des populations, sur le fondement d'un aphorisme insultant : la multitude des ethnies (sauvages, barbares et querelleuses, cela va de soi !) fait désordre et impose la nécessité d'une organisation politique unique pour tout le pays. Et cette « unicisation » de la vie politique nationale se fait au mépris de la diversité des intérêts matériels ou moraux des diverses couches de la société. Ce qui prévaut dans l'enrôlement des militants (en réalité des captifs), ce n'est pas tant qu'ils soient convaincus de quelque cause ou de quelque opinion. C'est tout simplement qu'ils s'alignent - et avec enthousiasme s'il vous plaît ! - dans les rangs du « grand Parti National Unifié. » La carte du « parti » devient un document tout aussi officiel que la carte nationale d'identité.



Logo du RDPC

La mission première du parti fascisant est donc de dompter l'ensemble de la société, y compris la bourgeoisie d'affaires naissante, et de l'assujettir aux intérêts économiques et géostratégiques d'une puissance extérieure. Que la durée ou les affres du processus de mise en place de ce système dictatorial soient différentes ici et là en Afrique est inessentiel pour notre propos. L'important est que le parti fascisant est une organisation aux missions extraverties, non nationales et antinationales. Et de quelle que manière qu'on puisse l'envisager, il ne peut générer la démocratie. Tout plus contribue-t-il à renforcer la paix, la cohésion sociale et la démocratie en métropole, grâce au surtravail de la néocolonie.

Aussi, l'organisation du parti fascisant reproduit-elle de façon quasi-mimétique les hiérarchies visibles et invisibles qui existent dans la société réelle. L'exemple du Kamerun au début des années 60 est fort illustratif à ce sujet.

Au sommet de l'échelle, camouflé par les nuages du discours démagogique sur « l'indépendance pleine et entière et la souveraineté nationale toujours réaffirmée », etc., se trouve la France gaulliste et foccartienne, auprès de qui Ahidjo prend des instructions et à qui il rend compte du fonctionnement de l'ensemble de la vie nationale, y compris de celui du « parti. »

Tout juste en dessous de cet olympe, la bourgeoisie bureaucratique locale, dont les salaires de certain des membres continuent pendant un bout de temps à être payés par la France, et qui sont très bien « encadrés » par l'assistance technique, pour que le ju-

teux Kamerun n'échappe pas aux griffes de l'impérialisme français. Chacun des membres de cette bourgeoisie bureaucratique locale se trouve, au sein de l'administration du « parti », quasiment au même niveau que dans l'administration publique. Il n'est pas bon qu'une tête dépasse dans cet équilibre des ressources humaines, et la norme fascisante est faite pour être respectée ! N'est-ce pas, Monsieur Fochivé ?

En dessous de la bourgeoisie bureaucratique, une bourgeoisie d'affaires qui tente de survivre à l'étouffement financier et procédural de son homologue des bureaux. Mais parce qu'elle est essentiellement compradore, son rôle historique tient davantage de l'économie de services que de l'économie productive, et elle ne dispose pas de pouvoir politique autonome. Il ne lui viendrait même pas à l'idée de revendiquer pour elle-même la création d'un parti politique.

Au bas de l'échelle, la rude piétaille des militants de base, organisée en des structures parfois paramilitaires, avec les uniformes et le harnachement qui sied, et qui rappellent au souvenir les faisceaux nazis d'Adolf Hitler ou de Mussolini. Pour la petite histoire, on n'est pas mal surpris que le SDF ait adopté de tels oripeaux pour ses « vanguards ». Il n'y pas à dire, la fascisation de l'UNC et du RDPC a déteint sur les autres partis politiques kamerunais, comme le montre plus explicitement l'article de Mani Démosthène dans ce même numéro de votre revue.

Au début des années 60, le discours idéologique de l'UNC fascisante tient du registre de la dévotion menaçante. On y parle, par exemple, de « mystique du développement » et autres proclamations du même genre, et le parti vit l'activité fiévreuse de la fourmilière. Le pays est en friche - dit-on - et prometteur de mille opportunités de créer, de s'élever à la gloire du pionnier. On vouera donc aux gémonies (et aux pelotons d'exécution, bien sûr) les inconscients qui, « aigres et jaloux » comme cela va de soi, croient au verbiage attardé des Ouandié Ernest, qui vivent en brousse comme des animaux (empruntons à André-Marie Mbida quelques années plus tôt).

En raison de cette « mystique » et d'autres sentences fortes qui tiennent lieu d'idéologie au parti fascisant, le

culte du chef ne dévore pas encore totalement la vie politique nationale comme ce sera le cas avec le RDPC et Paul Biya. Cette relative timidité dans le culte de la personnalité tient également au fait que les joutes et combats politiques de l'époque plus relativement démocratique du colonialisme direct n'ont pas encore totalement perdu de leur vigueur. Aussi les discours du dictateur du jour durent-ils de longues heures et, s'ils sont un supplice pour les oreilles et les cerveaux des patriotes, ils enflamment des populations désormais fanatisées au possible (ce qui est précisément la marque de fabrique des partis de type nazi).

L'UNC À BOUT DE SOUFFLE

L'avènement de Paul Biya au pouvoir en 1982, au-delà du complot dit « des médecins », qui aurait mis Ahidjo hors-jeu, était la face visible des craquements qui se faisaient de plus en plus entendre dans l'édifice de l'UNC fascinant depuis son congrès à Bafoussam en 1978. Malgré la poigne de fer d'Ahmadou Ahidjo, les classes et catégories sociales embrigadées de gré ou de force dans ce parti avaient progressé en nombre et en qualité de leur conscience politique. De manière plus fondamentale, la situation économique du pays laissait à désirer, malgré les apparences. Des modifications visibles du contexte international auguraient d'un changement (au moins cosmétique) des méthodes de domination des pays du tiers-monde par l'impérialisme. En un mot comme en mille, nombreux étaient les Kamerunais qui se sentaient déjà trop à l'étroit dans la camisole de force de l'Etat fascinant.

Au sein de l'UNC, les fissures se transformaient au jour le jour en fractures, et il y avait des dissensions jusque dans le sérail de l'ancien dictateur qui vit, ahuri certainement, son bras droit Moussa Yaya prendre position contre lui dans sa querelle contre Paul Biya. La tentative de coup d'Etat du 6 avril 1984 viendra consacrer la rupture du contrat d'intérêts entre la branche la plus conservatrice de l'UNC, et une aile que nous dirons « progressiste » (davantage par carence de vocabulaire que pour une autre raison).

PAUL BIYA, LE GORBATCHEV KAMERUNAIS ?

La création du RDPC à Bamenda apparaît pour beaucoup de Kamerunais comme une formidable bouffée d'oxygène. Les intellectuels s'y engouffrent en masse pour y faire valoir leurs compétences et leur savoir-faire, convaincus qu'ils tiennent là, comme leurs devanciers dans les années 60, mille opportunités de créer et de s'élever à la gloire du pionnier. Il est même fait appel aux « égarés » de l'UPC ! Le RDPC et Paul Biya apparaissent à plus d'une personne comme le Messie promis, qui viendrait délivrer le Kamerun de la longue traversée du désert. Les slogans de « rigueur » et de « moralisation » sonnent comme des appels à l'engagement sans réserve. Et, dit-on sans sourciller, la glasnost et la perestroïka kamerunaises tiennent la chandelle à leurs pâles homologues de l'URSS.

Mais le désenchantement n'est pas loin. Et plus d'un s'aperçoit qu'il y a autant de vieux vin dans le RDPC nouveau qu'il y en avait dans le vieille outre de l'UNC. Le clan des conservateurs (parmi lesquels figure Biya lui-même – eh oui !) a tenu contre les premières bourrasques démocratiques au sein du parti monolithique, et s'agrippera désormais plus fermement à l'appareil de l'Etat (au détriment du « parti ») quand, en 1990, une monstrueuse vague de colère soulèvera les populations kamerunaises, y compris dans le cadre des villes mortes.

DÉSINTÉRÊT POUR LE RDPC ET PERSONNALISATION DAVANTAGE ACCENTUÉE DU POUVOIR

En tant que parti politique, et précisément à cause de son anormalité (ou monstruosité) originelle, le RDPC sort très affaibli de l'épreuve des luttes pour la démocratisation de notre pays au début des années 90.

Il a perdu son hégémonie sur l'ensemble de la société, qu'il ne peut plus caporaliser avec la même facilité. Or, il conserve paradoxalement le fonctionnement, l'organisation et la hiérarchisation sociale militante qui caractérisaient son ancêtre à l'ère du parti unique. Et le problème qui lui est instamment posé est celui-ci : compte tenu des rapports réels de force au sein de la société kamerunaise, et compte tenu des pressions des puissances étrangères pour la « démocratisation » des régimes dictatoriaux africains, comment continuer à fonctionner, en pé-

riode de multipartisme même purement administratif, avec des méthodes qui ne sied qu'à un univers de monolithisme absolu ?

L'anachronie ici est totale. Et la quadrature du cercle est telle que Tobie Ndi, notre ami rencontré plus haut, n'hésite pas à dénoncer l'existence, dans son parti, de « *textes de base adoptés à l'ère du Parti unique.* »

Pour M. Biya, l'entreprise de rédemption de son parti pour le conformer à la nouvelle donne est mortifère. Qui ne se rappelle l'aventure de Gorbatchev qui, pour avoir voulu démocratiser le stalinisme de ses prédécesseurs, a causé l'effondrement du bloc soviétique ? Ce n'est pas pour rien quand même que les guides interdisent aux visiteurs des ruines de la Pompéi ancienne de toucher aux murs ! Aussi Paul Biya s'est-il personnellement opposé, y compris par le silence méprisant, à toute tentative de donner une nouvelle vie et de nouvelles orientations au RDPC. Les rénovateurs fondamentalistes et autres modernistes en savent quelque chose. Mais avant eux, Senghat Kuo et d'autres rédacteurs de *Pour le libéralisme communautaire* s'étaient déjà eux-mêmes éjectés du « parti. »

L'inertie du RDPC, qui déteint sur l'ensemble de la vie publique et sur l'administration kamerunaise, doit donc être comprise comme une forme de résistance des conservateurs de ce parti aux « menaces » des jeunes loups et de la base militante. Cette inertie est devenue le mode même de fonctionnement du RDPC. Et l'on comprend que l'idéologie s'y soit réduite comme peau de chagrin. Le libéralisme communautaire est tombé en désuétude, et il ne reste plus au peu de militants encore enthousiastes qu'à chanter à tue-tête : « *Paul Biya, toujours chaud gars.* »

Dans son état actuel, le RDPC n'est plus pour Paul Biya un outil politique fiable et susceptible, par quelque vitalité retrouvée, de perpétuer ses missions originelles de contribution à la fascisation du pays. Et Paul Biya s'en est détourné depuis belle lurette, comme le montrent plusieurs faits : il ne se présente plus à l'élection présidentielle par l'entregent de ce parti ; il n'en réunit plus les instances dirigeantes, dont les membres sont statutairement forclos depuis si longtemps qu'on n'y pense plus ; les congrès ordinaires du RDPC ont été, de-

puis, renvoyés aux calendes grecques ; et même les congrès extraordinaires, qui ont pour unique point à l'ordre du jour « l'élection du président national » (c'est-à-dire en réalité celle du candidat « naturel » à la présidentielle), ne l'enthousiasment guère. Et le RDPC n'est plus en réalité, ainsi que l'a dit Paul Biya l'a dit lui-même, que le parti « proche » du pouvoir.

Mais comment M. Biya continue-t-il à tenir en laisse, et en joue, les populations de notre pays ? Pourquoi la dictature néocoloniale reste-t-elle en place ?

M. Biya s'est totalement replié sur l'appareil d'Etat, et a désormais personnalisé le pouvoir à un point tel que ses alliés internationaux s'en inquiètent et commencent à faire ouvertement pression sur lui pour que le Kamerun ne se transforme pas en tombeau pour leurs intérêts économiques divers. Que Paul Biya ne tienne des conseils des ministres qu'au lance-pierre ne s'explique pas tant par sa paresse légendaire que par de machiavéliques calculs pour rester « l'homme fort » du pays. Toutes les décisions importantes sont prises au niveau de la présidence, sans consultation d'aucune instance, même pas l'Assemblée nationale, qui continue vaillamment à jouer son rôle de chambre d'enregistrement. Et les « petites affaires » sont laissées à la discrétion, sans contrôle non plus, des ministres et de divers supplétifs et autres chefs de terre, prêts à mourir pour le « chef suprême », c'est-à-dire en réalité pour leurs prébendes. Il s'ensuit une organisation quasi-féodale de la société qui

n'a plus ni véritable guide, ni guidon. Et tout ceci fait du Kamerun un pays bloqué.

Une telle organisation du pouvoir et de la société, fondée essentiellement sur un appareil d'Etat féodal et sur un laxisme machiavélique, ainsi que sur la concentration de l'essentiel des pouvoirs de coercition entre les mains d'un seul homme, prépare résolument le terrain pour une guerre civile en cas d'un éventuel élan des luttes des masses populaires. Qu'on se rappelle la répression féroce et hors de proportion des émeutes de février 2008. Encore une fois, le RDPC n'est pas au pouvoir. C'est M. Biya qui est au pouvoir, et presque tout seul (perspective effrayante pour les gens sensés). Sous les coups de boutoir de luttes populaires inachevées, la fascisation du Kamerun, depuis l'époque d'Ahidjo, a fini par mener à l'annexion presque totale de l'appareil d'Etat par un seul homme, pour continuer à servir les intérêts des Etrangers qui pourtant commencent à le snober.

C'est également en ce sens qu'Alternative révolutionnaire affirme que le Renouveau, c'est le stade ultime du néocolonialisme français au Kamerun.

QUELQUES CONCLUSIONS

1. Dès lors qu'il appert que le RDPC n'est pas au pouvoir, et qu'il a même perdu toute fonction historique, et dès lors que le véritable centre du pouvoir et de l'organisation de la vie du pays se situe au niveau de la fonction présidentielle (le nouveau monstre), le fac-

teur « Paul Biya » doit être mis au centre des stratégies de lutte pour la liberté.

2. Il s'en suit que l'idée d'un débat ou de négociations entre des partis d'opposition et le RDPC, comme lors de la tripartite, est une futilité et une absurdité. Aucun débat et aucune négociation n'auront de substance que fait directement avec Paul Biya lui-même.

3. L'idée d'un changement démocratique qui, à l'heure actuelle, consisterait en une simple alternance au sommet de l'Etat, même avec sous le bras le programme le plus parfait du monde, est un leurre. On ne passe pas de la monstruosité d'un système fascisant et extraverti à la démocratie, même de type bourgeois, sans une escale thérapeutique (pour emprunter au langage de la médecine).

4. D'où la nécessité d'un gouvernement de transition démocratique pour remettre le pays sur les rails d'une certaine « normalité », c'est-à-dire, pour ce qui nous concerne (et disons-le tout haut), sur les rails d'un système où les luttes sociales ne seraient plus totalement entravées par un monolithisme omni-dévirilisant.

5. Cela suppose la totale implication des masses populaires dans le processus de rédemption de notre pays, sauf à courir le risque de retomber en monstruosité.

6. Dans ce cadre, la participation des patriotes à la prochaine élection présidentielle ne peut avoir de sens que si elle est comprise comme un moment de la lutte, une étape permettant une conscientisation accrue des masses.

SITUATION NATIONALE ET PARTIS POLITIQUES

Le SDF et le changement : une mission impossible

Jean-Emmanuel Mpouma

LE SDF COMME ÉPIPHÉNOMÈNE HISTORIQUE

L'avènement du SDF s'opère dans un contexte caractérisé par deux éléments essentiels, à savoir :

- le vent démocratique qui balaie le monde et dont le Kamerun n'est pas épargné,
- l'échec de la politique d'unifica-

tion (intégration) du Kamerun qui va se traduire par une marginalisation de fait des « anglophones » et le développement d'un profond ressentiment qui donnera au SDF ce radicalisme apparent.

Ainsi, le SDF est anglophone à sa naissance en tant que l'expression d'un malaise spécifique ressenti par nos frères ressortissants du North-West et South-West et ne devient national que par nécessité, celle de s'in-

tégrer dans le mouvement social qui lui permettra de se débarrasser rapidement du caractère régionaliste.

L'identification idéologique du SDF permet de le classer comme un parti centriste. En effet, sa démarche consiste à proposer une troisième voie en essayant de tenir le juste milieu entre l'aujoulatisme (le néocolonialisme) et l'upécisme révolutionnaire (le socialisme démocratique).

Mais c'est une voie sans issue dont

la poursuite condamnerait le SDF à l'échec total, à moins que dans un contexte favorable, ce dernier sache nouer des alliances stratégiques pour se renforcer et participer ainsi à l'avènement du changement dont notre pays a tant besoin.

Pour comprendre le rôle « historique » du SDF, voyons tout d'abord les classes dont celui-ci représente objectivement les intérêts.

L'ANCRAGE DE CLASSE DU SDF OU LA RÉPONSE À LA QUESTION DE SA BASE SOCIALE

Les classes moyennes du North-West et du South-West et plus tard les classes moyennes du Kamerun oriental constituent la base sociale objective du SDF.

L'ouverture aux masses populaires s'explique par l'existence d'un vaste mouvement social de revendication et la nécessité pour le SDF de disposer d'une marge de manœuvre en se débarrassant rapidement, ainsi que nous l'indiquons plus haut, d'un caractère régional trop marqué.

Dans la classification des partis politiques au Kamerun, le SDF, parti des classes moyennes est proche de la grande bourgeoisie nationale et internationale et prompt à s'associer avec elle.

Il cherche, selon l'expression de John Epassa, « à pratiquer un capitalisme non extrémiste, fondé beaucoup plus sur des réformettes institutionnelles (Conseil constitutionnel, Sénat, Elécam ...) que sur des mesures économiques et sociales structurelles visant à la création de conditions permanentes d'amélioration du sort des couches populaires. Il s'agit en fait d'une social-démocratie conservatrice ».

L'histoire des luttes de libération et des révolutions populaires a prouvé que les classes moyennes et la petite bourgeoisie ne peuvent s'autonomiser au point de rechercher et exercer le pouvoir. Elle ne peut que participer au pouvoir sous la direction soit de la grande bourgeoisie, soit de la classe ouvrière.

La troisième voie est donc impossible aujourd'hui au Kamerun et c'est cela qu'illustrent, de façon constante, la pratique politique du SDF ainsi que son programme politique et économique.



LE PROGRAMME POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU SDF

Le principal critère d'identification idéologique des formations politiques est sans conteste leur programme politique et économique. Mais, avant d'examiner concrètement les éléments du programme du SDF, nous allons indiquer quelques repères pour permettre au lecteur de s'orienter dans ce dédale de choix souvent camouflés.

Premier repère : économie libérale ou économie communautaire ?

L'économie libérale est fondée sur la propriété privée des moyens de production et des résultats de la production avec pour objectif l'embourgeoisement (enrichissement) de quelques uns.

Les partisans de cette vision de l'économie ont souvent recours à l'aide du FMI et de la Banque Mondiale pour la restructuration de leurs économies, entendons par là, la mise en pratique de politiques d'austérité destinées à faire subir aux masses travailleuses le poids de leur mal gouvernance, de la crise et l'exploitation de la force de travail.

Nos libéraux et leurs partenaires, à travers les multinationales sont également responsables de la destruction de notre environnement (déforestation, pollution etc.). Ils soutiendront, la plupart du temps, le maintien des accords signés avec les multinationales ou leurs Etat, sanctionnant ainsi le bradage de nos richesses et de notre souveraineté.

Les partis de gauche quant à eux, soutiennent évidemment l'économie

« communautaire » entendue comme propriété publique des principaux moyens de production et des secteurs stratégiques (Finances, Transport, Energie, Matières premières etc.) et propriété collective sous ses diverses formes devant organiser les activités des masses travailleuses de la ville et de la campagne.

L'objectif final étant une répartition plus équitable des fruits du progrès économique.

Les partis centristes de droite ou de gauche, à l'instar du SDF, tout en prônant à l'occasion des aménagements sociaux destinés à séduire le petit peuple (pour un capitalisme à visage humain) défendent pour l'essentiel, comme la droite classique (RDPC, UDC, UNDP, UPC-Kodock etc.) la propriété privée exploiteuse bourgeoise.

Deuxième repère : émancipation sociale et politique des masses travailleuses et des couches démunies ou renforcement des privilèges de la bourgeoisie et des couches moyennes ?

Pour la gauche, la réponse est sans équivoque : améliorer et transformer les conditions de travail et d'existence des masses notamment, par le renforcement des syndicats de travailleurs.

Pour les libéraux, il s'agira au contraire, de garantir d'abord la rentabilité économique des entreprises, favoriser la suprématie des élites, de leurs organisations, de leurs valeurs et de leurs idées, avec le concours inestimable de la bourgeoisie internationale.

Les centristes expriment les mêmes idées mais de manière relativement floue, ce qui est caractéristique de la position des classes moyennes et petites bourgeoises qui prétendent réunir les deux extrêmes sinon en faire la « synthèse ».

Mais au final, leur position rejoint toujours fondamentalement celle des libéraux dont ils essayeront de nuancer le discours. C'est pour cette raison que le programme politique et économique du SDF (le NESPROG) ne peut, en aucun cas, être différent de celui du RDPC.

L'ABANDON DE L'AGITATION POPULAIRE

Durant la période électorale de 1992, le Kamerun a connu une vaste mobilisation populaire. Le hold-up électoral perpétré par M. Biya a donné l'occasion à M. Fru Ndi d'appeler les masses à envahir la rue pour réclamer leur

victoire et c'est ce que le peuple attendait.

Au lieu de cela, le SDF a battu en retraite, tandis que nous assistions à l'instauration de l'état d'urgence dans une région du pays, à l'orchestration de la purification ethnique dans le sud, à la conduite d'une vaste campagne de répression barbare contre les masses populaires et ses leaders qui contestaient le hold-up électoral.

A la suite de ces événements, il y eut la révolte spontanée dite émeutes de la faim au cours de laquelle des centaines de jeunes kamerunais ont été massacrés pour avoir en réalité voulu dénoncer, entre autres, le tripatouillage de la constitution en vue de permettre à M. Biya de briguer indéfiniment la magistrature suprême.

Durant toutes ces années, tandis que les masses s'enfonçaient chaque jour d'avantage dans les affres de la pauvreté, toute tentative de contestation était sauvagement réprimée comme acte de « subversion » (arrestations, torture, assassinats...).

Que faisait le SDF durant tout ce temps ?

Le grand parti d'opposition de 1992 avait disparu purement et simplement des luttes sociales. Et comme la plupart du temps celles-ci se déroulaient de façon quasi-spontanée, le SDF s'en démarquait vivement, les condamnait et appelait les masses à l'apaisement et au civisme.

D'ailleurs à l'issue de la récente cession de l'Assemblée Nationale, John Fru Ndi n'a-t-il pas déclaré que les six places supplémentaires accordées par M. Biya à l'opposition, dans le cadre du réaménagement de la direction générale de ELECAM devaient revenir exclusivement au SDF, puisque c'est lui qui a été l'unique garant de la paix sociale depuis bientôt vingt ans !

Depuis les dernières élections législatives qui ont porté le SDF au rang de premier parti de l'opposition, celui-ci a estimé que ses objectifs avaient été atteints, qu'il y avait désormais lieu de jouir de sa rente électorale et qu'un repli dans la province du North-West pouvait être envisagé. Heureusement, cette vision n'est pas partagée par tous les militants du SDF.

COMMENT COMPRENDRE LES SOUBRESAULTS QUI SECOUENT LA DIRECTION DU SDF ?

Comme c'est le cas dans la plupart des organisations politiques, on retrouve cette démarcation idéologique entre un centre d'une part et d'autre part une aile gauche et une aile droite. Même si cette démarcation n'apparaît pas sous la forme de tendances déclarées et organisées, elle se manifeste néanmoins à travers les débats de lignes qui ont lieu dans l'organisation quand cela est toléré.

Une lutte acharnée se mène au sein du SDF entre la ligne officielle d'une part et d'autre part celle de l'aile droite dont sont issus tous les transfuges qui ont décidé de quitter le navire pour rallier le RDPC ou l'un de ses partis satellites. L'aile gauche, quant à elle, est représentée principalement par la section du Littoral. Cette dernière s'implique activement dans les luttes sociales aux côtés des organisations de gauche, en l'occurrence le Manidem, et n'hésite pas à prendre le contre-pied des positions pacifistes de sa direction nationale ainsi que l'atteste le refus d'obtempérer aux injonctions du DRSN du Littoral, relatives à l'interdiction des pancartes de protestation lors du défilé de la Fête du 20 mai 2011 à Douala.

QUEL AVENIR POUR LE SDF ?

Le SDF parti régionaliste à sa naissance, a pu, à la faveur du contexte

national et international acquérir la stature de parti national grâce à l'adhésion des larges masses, convaincues d'avoir trouvé en ce parti, le représentant et le porte parole de leurs légitimes aspirations, flattées notamment par le radicalisme apparent du SDF en comparaison avec les autres grands partis de l'époque (UNDP, UDC, MDR, UPC-Kodock et autres).

Mais à l'épreuve du feu, chacun s'est démasqué et les masses ont fait l'expérience amère de la découverte de la lutte des classes au-delà des bonnes intentions maintes fois proclamées. Bref, les kamerunais ont compris qu'il y avait opposant et opposant.

Dès lors, le SDF connaît un affaiblissement continu qui conduit aujourd'hui John Fru Ndi à confiner sa lutte politique sur des questions électorales et institutionnelles en excluant toutes les actions de masse et à opérer une sorte de véritable repli (identitaire ?) dans le North-West.

Au même moment, l'aile gauche du SDF consciente de cette trahison s'efforce de renouer avec les masses en accompagnant leurs luttes.

Toutefois, l'expérience des manifestations de ces derniers mois, à travers une participation de plus en plus engagée dans le mouvement social a démontré que l'aile gauche a besoin de l'appui des forces de gauche au premier rang desquelles le Manidem, pour créer un rapport de force au sein de leur parti et permettre à ce dernier de regagner une certaine crédibilité aux yeux des masses.

Nous pensons que la transition politique préconisée par le Manidem pourrait être pour le SDF, l'occasion d'opérer cette nécessaire mue, de redevenir le grand parti des années 90, à la condition d'une collaboration étroite avec les partis de gauche pour neutraliser sa tendance à l'instabilité et au compromis avec la bourgeoisie.

PENSÉES VIVES

MALCOLM X : "You can't separate peace from freedom because no one can be at peace unless he has his freedom."

ROSA LUXEMBURG : « Sans élections générales, sans la liberté de la presse et sans une liberté de réunion illimitées, sans un affrontement des libres opinions, la vie végète et se fane dans toutes les institutions publiques, et la bureaucratie demeure le seul élément actif ».

LÉNINE, à propos de la mobilisation des masses populaires : « Qu'ils pénètrent dans les cabarets tout ce qu'il y a de plus peuple, s'insinuent dans les associations, sociétés, rassemblements fortuits les plus populaires ; qu'ils parlent au peuple, mais pas un langage d'érudit [...] ; qu'ils ne courent pas le moins du monde après un « siège » au parlement, mais éveillent partout la pensée, entraînent la masse, prennent au mot la bourgeoisie, utilisent l'appareil qu'elle a créé, les élections qu'elle a fixées, les appels qu'elle adresse au peuple entier. »

PERSPECTIVES POUR LE CHANGEMENT

Nécessité, fondements et modalités d'un gouvernement de transition démocratique

Abanda Kpama

Alors que la Constitution rédigée et imposée au Peuple kamerunais par M. Biya en 1996 et modifiée au forceps en 2008 donne la possibilité au Président de la République de rester en poste durant 07 ans et de briguer indéfiniment de nouveaux mandats, la plupart des partis politiques de l'Opposition, du moins ceux qui ont une existence et une activité réelles sur le terrain, proposent que le départ de M. Biya soit suivi d'une période de transition pouvant aller jusqu'à 03 ans, pour remettre les pendules à l'heure. Le très long règne de M. Biya (29 ans) suivi du long règne de M. Ahidjo (24 ans), le constat unanime que le bilan des deux règnes est globalement et totalement négatif, la persistance consécutive de la grave crise économique, sociale et politique dans laquelle notre pays se débat depuis cinq décennies, tout cela a créé au sein de nos populations et de notre classe politique un sentiment d'incertitude et d'inquiétude sur l'avenir de notre Nation pourtant à construire. Il n'y a pas jusqu'aux princes de l'Eglise catholique qui ne s'inquiètent à haute voix sur l'avenir du Kamerun, pays que pourtant la nature a gratifié d'hommes et de femmes divers, dynamiques et imaginatifs et de richesses agricoles, forestières, aquatiques et minières impressionnantes.

Le sentiment, largement partagé, que notre pays court un risque élevé quant à son avenir politique, économique et social, sans aller jusqu'à évoquer les menaces sur la stabilité et l'intégrité physique du pays, ce sentiment donc a contribué à façonner un regard neuf des acteurs politiques et sociaux sur les solutions à apporter à nos problèmes fondamentaux.

Longtemps considérée comme excessive pour ne pas dire radicale, la position du Manidem sur l'étape historique dans laquelle se trouvait notre pays ainsi que la totalité des pays dits « francophones », c'est-à-dire, le néo-



colonialisme, fait désormais l'unanimité des analystes politiques.

Le néo-colonialisme, terme inventé par notre grand leader Félix-Roland MOUMIE, est la phase suprême du capitalisme dans les contrées périphériques sous domination impérialiste. L'Etat, dirigé par les nationaux, prend un visage fascisant et sert prioritairement les intérêts des métropoles impérialistes. Les contradictions issues des rapports conflictuels entre, d'une part les bourgeoisies locales et les masses populaires et, d'autre part entre les bourgeoisies des métropoles impérialistes et les bourgeoisies locales ouvrent une période de crises qui conduisent les gouverneurs de l'Etat néocolonial à toujours plus de coercition, créant de ce fait les conditions de la fascisation de l'Etat néocolonial. D'où une perte logique de légitimité des dirigeants locaux de l'Etat néocolonial, les disqualifiant, aux yeux des populations, pour apporter des solutions à leurs problèmes.

La nature néocoloniale de nos Etats est la cause fondamentale des crises interminables qui secouent notre Continent depuis les soi-disant indépendances de 1960. Ces crises se sont approfondies avec les crises récurrentes du centre capitaliste et impérialiste occidental. Les tentatives de rafistolage par le biais du multipartisme et de la démocratie à la sauce africaine n'ont apporté aucun répit aux dictateurs africains et à l'Etat néocolonial. Rafisto-

lage de la constitution, répression sauvage des émeutes, corruption aveugle des élites sécuritaires et des leaders d'opinion, embrigadement des masses populaires etc., rien n'arrête la crise.

La conviction est donc désormais faite que la solution à nos nombreux problèmes requiert un changement de référentiel politique, social et culturel.

LE GOUVERNEMENT DE TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Le gouvernement de transition démocratique et consensuel s'inscrit dans cette quête d'une solution préalable à nos problèmes. Nous avons compris que les bases supposées de départ étaient fausses, pipées. Elles nous ont conduits au désastre que nous connaissons. Il faut donc repartir sur de nouvelles bases. Mais avant tout, il faut repartir sur des bases solides qui soient susceptibles de nous éviter de futurs échecs. Ces bases et ce référentiel doivent être assis sur notre CULTURE, c'est-à-dire, sur notre vision commune du Monde, sur ce que nous partageons tous, à savoir la signification que nous donnons à notre existence et au rapport que nous avons avec les autres et avec la nature.

Ce référentiel doit ensuite être assis sur notre légitime aspiration en tant que Peuple, à accéder à la modernité africaine, c'est-à-dire au bien être matériel et spirituel en accord avec notre CULTURE AFRICAINE.

Telle est la démarche qui devrait nous conduire à se saisir de notre destin et en orienter le cours conformément à nos intérêts bien compris et à nos aspirations.

Peut-être convient-il d'énumérer les éléments essentiels de notre référentiel avant de poursuivre notre propos.

- Les Africains conviennent du caractère sacré de la vie humaine. Sur notre planète Terre, l'Homme ou la Femme est le centre de tout ce qui s'y passe. Sa vie est sacrée.
- Les Africains considèrent que tous

les êtres humains ont un rôle primordial à jouer et que, malgré les inégalités sociales et naturelles, les êtres humains sont complémentaires ; l'utilité de chaque être humain est affirmée.

- De ce dernier principe découle la nécessité de la solidarité, vertu cardinale chez les Africains qui constatent que dans une Société donnée, les êtres humains ont nécessairement besoin les uns des autres. La solidarité n'est pas négociable, elle s'impose à tous.
- Les Africains privilégient la solution consensuelle lorsque se posent des problèmes difficiles à résoudre. Obtenir que la grande majorité s'accorde sur une solution acceptée de tous, tel est le rôle assigné aux chefs et dirigeants.
- La palabre est le mode par excellence du débat contradictoire. L'expression y est libre, la contradiction est admise.
- Le respect dû aux chefs et aux dirigeants est la contre partie de l'objectivité et de la sagesse qu'ils déploient dans la gestion de la cité.

Ces bases culturelles permettent de comprendre pourquoi le mode de production capitaliste, avec ses violences et ses inégalités toujours plus criardes, a déstructuré, aliéné et travesti les sociétés africaines. La résistance, même inconsciente et subconsciente à ce mode de production, a produit et produit les incessantes crises que nous connaissons.

C'est ainsi que la référence au meilleur de notre culture s'est progressivement imposée dans la recherche des solutions à nos crises. Les confé-

rences nationales souveraines des années 90 étaient déjà une forme de réponse sensée réconcilier les Africains en crise avec leur culture. Elles furent pour la plupart dévoyées parce que mal préparées et surtout parce que l'élite dédaigna d'y associer dans les débats et les conclusions, les masses populaires. Le gouvernement de transition démocratique consensuel consacre l'échec de tous les gouvernements antérieurs, dont l'illégitimité est ainsi dénoncée. Il a trois missions essentielles, le sens de son action est la RUPTURE avec l'ordre ancien :

- La convocation des Etats Généraux de la Nation, grande palabre à laquelle sont conviés, à la suite d'un large débat national, les représentants des paysans et des salariés, des églises, les organisations non gouvernementales, les associations représentatives des populations, des entrepreneurs, les leaders d'opinion etc. pour confectionner un pacte social, une constitution démocratique et progressiste, un code électoral consensuel.
- La mise en route d'un train de mesures politiques, économiques, sociales et culturelles de redressement et de décollage qui seront caractérisées par la rupture avec l'ordre ancien. A titre d'illustration, le Kamerun sortira de la zone franc et l'Etat prendra une participation majoritaire dans le capital des entreprises stratégiques des secteurs minier, portuaire, énergétique, aquatique, ferroviaire, téléphonique etc. La promotion et l'émergence des langues et cultures nationales sera une priorité du gouvernement. Les langues de communication avec l'étran-

ger seront prioritairement le Swahili et l'Anglais.

- La convocation d'un référendum pour l'adoption des textes élaborés par les Etats Généraux de la Nation et sur la base de ces textes, la convocation du corps électoral pour la tenue d'élections générales.

La question peut légitimement se poser de savoir quelle garantie offre la démarche proposée pour assurer la réussite. Il serait malhonnête de prétendre qu'il existe une garantie de réussite a priori ; la vérité, en politique, n'étant établie que lorsque les faits l'attestent. Toutefois, échec ou succès, la démarche proposée a le mérite, de par sa légitimité, de faire de l'ensemble de la Nation, le responsable de son destin. Oui, c'est bien le Peuple qui est détenteur de la souveraineté et qui devrait agir sur son destin. Il lui revient alors d'assumer les échecs et les succès de ses choix conscients. C'est cela le sens profond de la démocratie. La démarche proposée est consciente, pédagogique et souveraine. Elle assure l'harmonie dans la société, elle produit la Nation, c'est-à-dire ce sentiment fort d'appartenir au même ensemble, de partager le même destin. Comme on peut le constater, nous sommes au Kamerun, loin du compte et tous les discours sur des lendemains qui chanteraient se révèlent n'être que des miroirs aux alouettes puisque les préalables ne sont pas réalisés. La transition voulue par la majorité de nos acteurs politiques et sociaux, réclamée par l'immense majorité de notre Peuple apparaît finalement comme notre point de départ pour la construction de notre Nation et de notre Destin.

Tous les numéros de votre revue sont sur : <http://alternative-revolutionnaire.blogspot.com>

Alternative révolutionnaire
 Revue bimestrielle bilingue d'analyses politiques, économiques, sociales, et culturelles
 No 001 - OCTOBRE-NOVEMBRE 2010

EDITORIAL
En finir avec l'Empirisme : le sens d'une revue
 par Guillaume-Henri Siganda

Pour qu'on ne se méprenne pas sur le sens de cette revue, il faut dire que j'ai écrit ce texte dans un état d'esprit très différent de celui qui a présidé à la création de cette revue. En effet, il y a quelques années, j'étais un jeune homme plein d'enthousiasme, prêt à tout pour défendre une cause que je jugeais juste. Mais aujourd'hui, après avoir vécu de près les réalités africaines, je me rends compte que l'Empirisme a été le grand responsable de nos échecs. C'est pourquoi, dans ce numéro, je veux proposer une réflexion sur le sens d'une revue. Une revue qui ne se contente pas de dénoncer, mais qui cherche à apporter des solutions concrètes. Une revue qui est au service du Peuple, et qui ne craint pas de remettre en question les autorités en place. C'est le seul moyen de faire avancer notre continent.

Alternative révolutionnaire
 Revue bimestrielle bilingue d'analyses politiques, économiques, sociales, et culturelles
 No 002 - JANVIER - FÉVRIER 2011


Notre dossier
Umuhoze, l'Etat fasciste et la démocratie

Élections, Handshakes, and Postponements

more around the corner than you think you are. We're not sure we are still clamoring at the door of our moribund ECOMAC for the cosmetic system to be introduced to the electoral process. The Independent National Electoral Commission (INEC) of Nigeria has since acted decisively. Unlike ECOMAC that is daily giving excuses about overhands being tied by the electoral laws they had in place, the renewed INEC under President Goodluck Jonathan's leadership has since forced the election and the legislators to exchange all obstacles from there from "social democratic" and "ethnic" grounds. The Boko Haram and others of the same feather are chudding in

Alternative révolutionnaire
 Revue bimestrielle bilingue d'analyses politiques, économiques, sociales, et culturelles
 No 003 - JUILLET 2011

Notre dossier
Umuhoze, l'Etat fasciste et la démocratie



PERSPECTIVES POUR LE CHANGEMENT

Légalité constitutionnelle et légitimité d'un gouvernement de transition démocratique après M. Paul Biya

Umong à Tackes

Décrit dans les fascicules de toutisme comme « l'Afrique en miniature », le Cameroun peut être qualifié de condensé de tout ce qui heurte la vertu démocratique. Imaginez un pays de 16 à 20 millions d'âmes où la corruption est une règle absolue, un système judiciaire absent, un parlement incomplet et aux ordres ; et au dessus de tout cela, un potentat qui institue la vacance du pouvoir en régime permanent de gouvernement et dont le porte monnaie privé a la dimension de la richesse nationale.

Imaginez ensuite que par son interprétation personnelle de la constitution et l'appropriation des moyens institutionnels à sa propre cause et à celle des siens, ce potentat ait assis son régime sur une justice à sa botte, vous commencerez à entrevoir le système à la tête duquel se prélassait Paul Biya depuis trente ans. Ayant largement sous traité l'appareil répressif en plaçant à tous les étages du pouvoir des individus sans foi ni loi qui lui sont redevables tant ils ne se nourrissent que de prébendes, cet homme a décidé d'en reprendre à près de 80 ans, pour 7 ans supplémentaires, à la tête d'un peuple qui n'en peut plus.

L'âge avancé de l'homme n'exclut pas une fin prématurée, entraînant de facto l'effondrement du système. L'histoire n'est pas écrite pour autant. Quelques uns de ses affidés, un temps chassés de la table du festin, s'agitent déjà aux coins des journaux, lorgnent avec force sur le trône du tyran. La transition démocratique ne doit pas seulement être imaginée ici, mais provoquée. Qu'arrivera-t-il alors ?

Les systèmes de gouvernement proposent en général une transition planifiée dont l'objectif est d'assurer une certaine fluidité politique. Dans les systèmes dirigistes, cette transition est conçue comme moyen de perpétuer

le régime alors que dans le système démocratique, le gouvernement de transition a pour mission d'expédier les affaires courantes, avec le devoir impérieux d'organiser, le cas échéant, des élections dans des délais impartis.

La transition issue d'un accident institutionnel (prise du pouvoir non normative) obéit à ses règles propres et produit ce qu'on pourrait qualifier de *chaos institutionnel*. Tout est à rebâtir. C'est la transition d'un système de gouvernement vers un autre. Cette transition étant frappée dès l'origine du sceau de l'illégalité, elle interroge toujours quant à sa finalité. En effet, le premier dénominateur autour duquel se regroupent les membres d'un gouvernement de transition est celui de la césure brutale avec le régime d'avant et le non retour en arrière. Ensuite apparaissent des idées individuelles portées par des courants opposés. Cet apparent conflit n'est pas nécessairement destructeur pour la transition et doit être maîtrisé. En réalité, il s'autorégule.

En effet, la confrontation de thèses disparates et parfois contradictoires crée une synergie dont la décantation progressive provoque une porosité des idées les unes aux autres. Qu'importe alors que cette perméabilité trouve son origine dans l'intérêt personnel des membres du gouvernement de transition, si le but n'est pas seulement la césure brutale d'avec le régime d'avant, mais l'invention d'un système nouveau qui devra investir également le champ socio-économique pour le bien de tous. La démocratie n'est pas concrètement analysée et clairement proposée, mais apparaît comme une conséquence fortuite de ce bouillonnement idéologique. Ainsi le gouvernement de transition originellement illégal, (*auto proclamé*) pourra-t-il devenir légitime par destination.

Mais l'objectif démocratique n'a de sens que si la transition est limitée dans son terme. Comment éviter que le gouvernement de transition ne s'éternise au pouvoir, d'autant qu'il n'obéit qu'à ses règles propres avec le risque de voir la dynamique commune se déliter en désirs partisans ? De la même manière, cette transition ne saurait être trop courte, les bases de la *révolution* devant être consolidées. Les partisans de l'ancien régime n'ont pas disparu et gardent même un souvenir vivace de leur pouvoir passé. La moindre faiblesse, la plus petite des failles entraînerait des conséquences nuisibles à terme.

Trouver la bonne durée de transition n'est pas aisé. Cette durée, en période de *chaos institutionnel*, dépend essentiellement de l'accès à l'information des peuples au nom duquel on se détermine. Combien de temps faut-il à une population éclatée linguistiquement et dans l'espace, pour saisir les enjeux de la tâche ? Un peuple rassemblé autour d'un nombre réduit de langues, deux au maximum, fortement alphabétisé et disposant de moyens de communication importants ne devrait pas se voir, *a priori*, imposer une transition trop longue ; douze à quinze mois semblent raisonnables. Dans les autres cas, il conviendra de se limiter impérativement à une période de 24 mois, au-delà de laquelle les tensions pourraient ne plus être contenues, avec le risque de voir le peuple estimer sa volonté confisquée. On évoquera avec quelque raison les gouvernements de transition au Ghana avec Rawlings, ou plus récemment en Guinée ou au Niger, sans toutefois en tirer des conclusions définitives. La transition vers un régime dictatorial n'obéit pas aux mêmes règles. La violence et l'instantanéité de la transition en sont les caractéristiques principales.

Le gouvernement de transition démocratique, en véritable maître

d'œuvre, devra concevoir, éduquer, déléguer et plus que tout, surveiller. Outre l'abord des conditions socio-économiques mentionnées plus haut, il lui faudra également investir le champ institutionnel en proposant à l'autorité constituante, un cahier de charges précis, sur lequel nous reviendrons prochainement, pour la rédaction de la nouvelle constitution. Ainsi le gouvernement de transition démocratique pourra-t-il se prévaloir de quelque légitimité en recherchant à établir un nécessaire équilibre entre les différents courants représentatifs participant à cette transition et en adéquation avec l'aspiration suprême du peuple. C'est la qualité de la *cuisine démocratique* qui déterminera la nature démocratique du régime à mettre en place.

L'observation des « démocraties » de par le monde révèle qu'il n'existe pas de modèle universel de démocratie, mais un socle à partir duquel chacun fait évoluer sa propre conception de la démocratie. Dès lors il devient patent de partir des grands principes universellement reconnus pour faire évoluer son propre modèle. Cependant, ces principes universels dont l'interprétation est en constante évolution, quoique largement acceptés, achoppent souvent quand ils investissent le champ des mœurs, de la coutume et de la société. La question est alors de préserver ou de rafraîchir le « miroir » dans lequel la société s'observe. L'information quasi-instantanée, la mondialisation dominatrice, la montée effrénée des libertés individuelles dans des sociétés quasi féodales n'aident pas à résoudre l'équation de la prééminence de l'individu sur la société ou vice versa. La recherche de l'équilibre relève même du plus grand des hasards, ne peut être que brutale : la partie déboutée s'estimant lésée au-delà du raisonnable.

Souvent le gouvernement de transition néglige à tort d'investiguer le champ de ces conflits là. En réalité, chaque fois que l'intégrité physique des individus ne sera pas en cause, le gouvernement de transition démocratique devra trancher en faveur de la société, en gardant cependant à l'esprit que la démocratie est perfectible et que la société reste à éduquer, mais à son rythme. Mais plus que tout, le gouvernement de transition démocratique au Cameroun devra créer les conditions d'une nouvelle

gouvernance, en consolidant l'abandon des anciennes règles au profit de nouveaux acteurs et de nouvelles configurations politiques, judiciaires et sociales.

L'avènement d'un gouvernement libre, issu d'un suffrage libre et popu-

laire, l'émergence de nouveaux pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire s'exerçant selon le principe effectif de la séparation des pouvoirs signeront la fin de ce gouvernement de transition démocratique.

POUR CONCLURE

Le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté

Ghonda Nounga

Les contributeurs à ce dossier sur la nature réelle de l'Etat au Kamerun et les leçons politiques à en apprendre sont, pour certains, des hommes politiques œuvrant sur le terrain même de la lutte et, pour d'autres, des intellectuels et analystes sans attaches partisans. Ils ont au quotidien, comme on peut s'en douter, des visions nuancées de l'avenir proche et lointain du Kamerun.

Mais ni ces contributeurs, ni Alternative révolutionnaire ne sont dupes de ce qu'un gouvernement de transition démocratique ne tombera pas des cieux du bon vouloir de Kamerunais isolés, quel que soit par ailleurs leurs mérites et leur amour pour notre pays. Nul n'est dupe de ce que la simple idée d'un tel gouvernement, qui viserait à remettre le destin du Kamerun entre des mains autres que celles de ceux dont le bonheur matériel et le statut social dépendent entièrement de notre drame actuel, est malvenue dans plus d'un cercle (aussi bien dans le pouvoir que dans l'opposition aujourd'hui).

Les préparatifs (à peine dissimulés) de la prochaine guerre civile, pour maintenir « la loi et l'ordre » lors de l'inévitable bourrasque populaire qui s'annonce, viennent rendre presque illusoire toute recherche d'une solution paisible et pacifique au drame multiséculaire du Peuple kamerunais.

Conscients de tout ceci, et accep-

tant d'avance que quelque « militant endiablé du changement » vienne nous affubler de qualificatifs exposant de long en large notre niaiserie, notre inintelligence, notre absence de patriotisme et notre trahison à la « cause », Alternative révolutionnaire s'est employé à proposer une voie de l'évitement du chaos. Les contributeurs à ce numéro ont lucidement inscrit au fronton de leur approche les justes mots de Gramsci sur le pessimisme de la pensée et l'optimisme de la volonté.

M. Paul Biya (si l'on en croit un des contributeurs) s'est détourné, même du RDPC, pour faire des fonctions coercitives de l'appareil d'Etat son arme de destruction massive contre le Peuple. Comment pourrait-on imaginer qu'il puisse, toutefois, à l'exemple d'un authentique patriarche africain, changer de posture, accepter la mise en place d'un gouvernement de transition démocratique, et même décider d'en prendre la tête pour sauver le Kamerun ?

Dans tous les cas, il reste que le Peuple kamerunais devra bientôt se mettre en rangs de bataille pour monter à l'assaut de la forteresse du néocolonialisme, en déployant des batailles multiformes, de l'élection à l'insurrection. Que se mettent donc en place des organisations patriotiques s'astreignant à fuir la routine comme on fuit la peste, et engagées à inventer et se renouveler chaque jour. La lutte d'un peuple ne vaut que ce que vaut la direction de la lutte.

AltRev

Ada Bessomo, poète de la colère et de la dénonciation

allafrica.com

Ada Bessomo est le nom de plume d'Alberti Mekinda Eloumou, qui désire ainsi distinguer sa personnalité littéraire et artistique de son métier de juriste.

Né au Cameroun en novembre 1975, il est tour à tour élève des collèges Tereenstra de Bertoua, La Retraite de Yaoundé, La Salle de Doumé, et du lycée de Biyem Assi de Yaoundé, dont il est de la première promotion du baccalauréat A4 espagnol, en juillet 1990.

S'inscrit à la faculté de droit d'Aix-en-provence deux mois après, puis l'année suivante à Lille où il entre en doctorat de droit du travail en 1996.

Il fonde l'association Le vaste songe en 2001 et anime en son sein les rencontres littéraires chaque mois, produit l'émission radiophonique "Olé", la revue culturelle et dirige la publication du site électronique des jeux et des cultures www.ozila.org

Le gars de la cédille, nouvelle, paraît en 2006 aux éditions Meura. Hommage aux vendeurs dits du poteau de Yaoundé, et à Tchicaya U'Tamsi.

"Par terre, au plus près des déchets, des mots couchés sur des cartons éventrés. Des cartons étalés qui servent de trône ou de lit aux mots. Des mots entassés, portés par des pages ridées, burinées par les pluies, les soleils qui vont et viennent ici sans jamais sourciller. (...) Les maquisards ici sont des livres que l'on vend au plus près des poussières, à terre".

Le recueil poétique Bémols saugrenus paraît en 2007 aux éditions Les vanneaux, dirigées par Cecile Odartchenko. Plongée dans le vortex des sensations, des passions.

Chaque timbre tout d'abord sourd bourru ensuite nous a rapprochés de loin bien sûr Tu as juré que tout serait désormais la conjonctive de l'œil avec la langue sans que jamais plus nos chairs cèdent aux cris

Yaoundé, obsession de l'auteur, s'en mêle déjà, parmi nombre d'autres fixations: la mémoire, le partage de justice, la politique à anoblir, l'individu nouveau délesté de certaines pesanteurs ...

Ada Bessomo poursuit sa quête d'exploration des terroirs intimes d'une génération, la sienne; d'un monde, celui que Yaoundé symbolise. Obili blues, son deuxième recueil, a paru en 2010 chez Langaa RPCIG.

Je cesse d'être debout
Parce que partout ces mêmes laid-
deurs
Qui fourrent les poubelles
A hauteur des espoirs déçus

Alors cesser seul de
Marcher avec ce goût des morts en
bouche
Leurs regrets
Leurs humeurs

Cesser cette lèche des lèvres
Aux fronts lardés vérolés des men-
diants
Sur ces enseignes blessées de
slogans
Cette ville de viols flétrie

Ces fleurs de meurtres veules
Aux vérandas près des déjections
canines

Le tour de poitrine de la voisine
Aura beau maigrir sous la despote
Oppression de la première misère
Ou même le premier cancer
Qu'importe
Je ne sais plus dire

Œuvres :

Le gars de la cédille, in Ici, là-bas, etc.
Editions Meura, Lille, 2006.

Bémols saugrenus, Editions Les
vanneaux, Saint-nom-la-Bretèche
2007.

Androgynes, avec des peintures
d'Alizon. Lille, 2009.

Obili Blues, Editions Langaa RPCIG,
Bamenda, 2010.

Extraits

Les réveils ne nous apportent plus
Les mêmes nouvelles
Les dernières nouvelles
Les nouvelles fraîches
Celles repues des
Ambitions de sillonner les artères
Ouvrées à mains saines

Non plus ces nouvelles
Repues de mangues grosses
De jus soustraites aux jeux
Des trafics des lendemains

Nous ouvrons désormais les yeux
En danseurs obscènes des tours de
reins
En chants brûlants de maux sexuels
Les réveils dans le ventre du vide
Sont désormais notre révolution

Je l'aperçois chez les autres
Tous les autres
Veinards animés déjà
De coutures de cynisme miniatures
Autrement larges toutefois
Que les latrines de notre mouchoir
De quartier

L'enfant tombée dans la fosse d'aisance
Était grosse des joues comme du front
On la repêcha encore ronde des joues
Davantage surtout du ventre et la peau

Prête pour un autre trou
Sombre et béant comme la tombe
Du dernier chien Sultan que j'aimais
Je l'aurai la mienne demain même

Dans un bouge
Obili
Manger est voler
Boire est lutter
Courir suspect
Telle une instruction ouverte
Contre l'anonymat recommandé
Par les dieux couchés eux
Des maroquins plus loin
Sur le cul de nubiles écartelé
Par les perspectives des dollars
Yen ou euros
Je l'aurai la mienne
Juré

J'avais déjà vécu le présent
Des repas vomitifs chaque jour
J'avais déjà connu le présent
Des culottes partout trouées
Chaque jour lustré le présent du crachat
Que j'avalais parce que je voulais de
l'eau

Connu le jour où je mendiai
La cassave du maître
Cela sans vergogne
Parce qu'il la brandissait à mon nez
L'iris un brin trop fier.